

l'Anticapitaliste

n°592 | 25 novembre 2021 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

CRISE SANITAIRE, VIE CHÈRE, RÉPRESSION...

SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE

EN GUADELOUPE ET EN MARTINIQUE!

Dossier

**ARRÊTER LE NUCLÉAIRE
EN MOINS DE 10 ANS,
C'EST POSSIBLE!**

Pages 6 et 7

ÉDITO

La France complice de
crimes d'État en Égypte
Page 2

PREMIER PLAN
Climat. La COP27 en Égypte,
vraiment?
Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Soudan. Premier recul d'une
junte isolée
Page 5

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec Catherine,
déléguée syndicale CGT chez PPG
(ex Joint français) Page 12



Par COLIN BRUNEL

La France complice de crimes d'État en Égypte

Les dernières révélations du site d'investigation Disclose sont sans ambiguïté : depuis 2016, dans le cadre de l'opération « Sirli », la France « s'est rendue complice d'exécutions sommaires » et de « bombardements de civils par centaines » menés par l'Égypte de Sissi sous couvert de « lutte antiterroriste ». Ainsi, depuis 2016, l'aviation française fait des vols de reconnaissance dans le désert égyptien à la frontière avec la Libye, officiellement pour repérer des mouvements de terroristes, et fournit les renseignements à l'armée égyptienne. En fait, l'aviation égyptienne s'en sert pour bombarder des pick-ups de contrebandiers et « les forces françaises auraient été impliquées dans au moins dix-neuf bombardements contre des civils, entre 2016 et 2018 ».

Malgré les alertes lancées par les membres de la mission sur le terrain, rien n'a fait et la mission française n'a pas été remise en cause. Il faut dire que Sissi, décoré de la grande croix de la Légion d'honneur, est un bon client : la France lui a vendu Rafale, frégates, corvettes, porte-hélicoptères, faisant de l'Égypte le quatrième client de la France avec 7,7 milliards d'euros de commandes sur la période 2010-2020. En avril dernier, un nouveau contrat pour 30 Rafale était signé, avec également des commandes de missiles MBDA et d'équipements de Safran Electronics and Defense. Au troisième rang mondial des marchands de morts, la France doit beaucoup à Sissi... et le lui rend bien. Ces nouvelles révélations confirment à quel point le cynisme des gouvernements n'a aucune limite lorsqu'il s'agit de construire des « partenariats stratégiques »... et de faire du business. Et c'est ainsi que Macron, comme Hollande avant lui, peut se poser en donneur de leçons sur la défense des libertés et des droits humains tout en collaborant ouvertement avec les pires dictateurs de la planète, y compris dans des opérations militaires qui peuvent être légitimement qualifiées de crimes d'État. Une raison supplémentaire de refuser tous les discours patriotes et chauvins visant à tout légitimer lorsqu'il s'agirait des prétendus « intérêts de la France ».

Nos intérêts n'ont pas de nationalité, et n'ont pas de frontières, et ils sont les mêmes que ceux des peuples du monde entier, victimes de dirigeants dont il est grand temps de se débarrasser, ici comme là-bas.

BIEN DIT

Le féminisme sans lutte de classes, c'est du développement personnel.

Graffiti sur une vitrine à Paris lors de la manifestation féministe du 20 novembre 2021.

À la Une

CRISE SANITAIRE, VIE CHÈRE, RÉPRESSION...

Solidarité avec la lutte en Guadeloupe et en Martinique !

Depuis le 15 novembre, la Guadeloupe est en grève générale, avec en pointe les personnels de l'hôpital de Pointe-à-Pitre et les pompiers. Et lundi 22 novembre, la grève générale s'est aussi étendue à la Martinique, avec aussi des blocages et des manifestations.

DARMANIN ENVOIE DES RENFORTS EN GUADELOUPE



de 90 %, ont bien conscience), les mesures de contrainte et de sanctions sont non seulement autoritaires mais inefficaces : rien ne saurait remplacer la prévention et la conviction.

Répondre aux inégalités et à la crise sociale

Derrière ce refus de la gestion autoritaire de la crise sanitaire par le pouvoir macroniste, les racines sociales de la mobilisation sont profondes. C'est la raison pour laquelle les collectifs de Guadeloupe et de Martinique ont mis en avant un cahier de revendications qui fait ressortir toutes les exigences face aux inégalités et à la misère vécue par la population. Ainsi,

en Guadeloupe, on trouve parmi les revendications « l'augmentation généralisée des salaires, des minima sociaux, des allocations chômage et des pensions de retraite en même temps que l'augmentation des prix », mais aussi « l'arrêt des licenciements, dans le privé et des suppressions de postes, dans le public » ou encore « l'embauche massive de titulaires, dans toutes les fonctions publiques, à la poste, dans les écoles, à l'université ». Il faut dire qu'en Guadeloupe, 33 % de la population vit sous le seuil de pauvreté (contre 14 % en France métropolitaine), le taux de chômage est de 21 % et la pandémie n'a fait qu'aggraver la situation. De plus, les prix alimentaires sont de

33 % plus élevés qu'en métropole, sans parler des prix d'internet et de nombreux biens directement importés par les grands groupes de distribution. Les problèmes posés par la grande lutte de 2009 ne sont donc pas réglés, et le Medef local ne s'est jamais senti obligé d'appliquer la prime de vie chère de 200 euros à toutes les salariées, obtenue suite à cette longue mobilisation.

Refuser le traitement policier de la crise sanitaire et sociale

Pourtant, au lieu d'expliquer cette réalité, les médias ne se font l'écho que des « violences des manifestants » avec des images d'immeubles incendiés et de magasins pillés... Et le premier flic de France Darmanin vient d'envoyer 200 policiers et gendarmes supplémentaires, ainsi que 50 agents du Raid et du GIGN, portant à 2250 le nombre de policiers et gendarmes présents sur l'île. Dans le même temps, le couvre-feu à 18 h a été établi sur toute l'île. Il s'agit bien de la gestion autoritaire d'une crise sociale par un gouvernement qui fait preuve d'un état d'esprit à proprement parler colonial, pouvant qui méprise les exigences de la population de la Guadeloupe et de la Martinique.

Refusons le traitement policier de la crise sanitaire et sociale aux Antilles, énième symptôme des relations coloniales maintenues et de la dangereuse arrogance du pouvoir macronien. Solidarité avec les populations de Guadeloupe et de Martinique, soutien à la grève générale !

CONFINEMENT, OBLIGATION VACCINALE: NON ! Une vraie politique de santé publique et la levée des brevets, maintenant !

Incapables de mener de véritables politiques de santé publique, les gouvernements continuent de jouer avec notre santé et nos vies, alors que le covid continue de circuler et qu'une nouvelle vague de contaminations est en cours.

Face à la cinquième vague, le gouvernement autrichien vient de décreté le confinement généralisé, pour les vaccinés et les non-vaccinés, assorti d'une future obligation vaccinale. Un avertissement. Un horizon qui nous menace aussi, n'en doutons pas, au-delà des différences de taux de vaccination (65 % contre 75 % en France), et des gestes barrières levés beaucoup plus rapidement

en Autriche, notamment pour relancer l'industrie touristique du ski. Une vaccination et un port du masque violentement contestés depuis longtemps par l'extrême droite autrichienne. Ce confinement et cette obligation vaccinale signent l'échec des politiques qui cherchent à contraindre plus qu'à convaincre, des politiques qui lèvent le pied sur les gestes barrières pour relancer au plus vite les profits !

Il y a urgence !

Alors pour éviter cette extrémité, il y a urgence ! Urgence à bâtir des campagnes de prévention qui s'appuient sur les salariés, les usagers, la jeunesse, les syndicats, les associations, avec les moyens correspondants, pour promouvoir les mesures barrières, individuelles et collectives. Urgence à abandonner le déremboursement des tests, alors qu'il faut au contraire les faciliter et se servir de cette occasion

pour faire de la pédagogie vaccinale ! Urgence à favoriser le télétravail, notamment pour toutes les personnes âgées et souffrant de comorbidités, mais sous le contrôle des salariés et de leurs syndicats. Urgence à embaucher des personnes, à réquisitionner des locaux vides pour dédoubler classes, cantines, amphithéâtres, locaux. Urgence à généraliser l'usage des testeurs de CO₂, pour vérifier la ventilation des pièces. Et comme le pouvoir sur nos vies, nos quartiers, nos hôpitaux, l'organisation du travail ne nous sera pas donné, ni par le patron ni par le Macron, urgence pour le mouvement ouvrier de repartir à l'offensive pour exiger un bouclier social face au covid, une politique de prévention, de santé publique, dans tous les lieux de vies, et pas seulement une politique centrée sur le soin. Urgence aussi d'en finir avec l'austérité à l'hôpital, les menaces de réquisition de soignantEs qui ne font qu'aggraver

Un monde à changer

EN FRANCE, ON SOUFFRE DE LA FAIM.

Depuis 25 ans, le Secours Catholique publie un «*rapport annuel sur l'état de la pauvreté en France*», réalisé grâce à l'action des plus de 60 000 bénévoles de l'association. Dans sa dernière livraison, le Secours Catholique confirme les tendances que chacunE peut observer au quotidien : un accroissement de la pauvreté et une dégradation de la situation des plus pauvres. Extraits :

«*Cette année, au-delà des contours d'une pauvreté multiple et complexe qui caractérise l'exclusion d'aujourd'hui, l'image marquante que nous garderons tous, restera ces files d'attente devant les lieux de distribution alimentaire. C'est pourquoi nous avons réalisé une enquête complémentaire auprès de 1088 des ménages qui ont pu bénéficier de 500 000 chèques services pour leur permettre de faire face à l'urgence alimentaire dès le premier confinement. Jusqu'à 7 millions de personnes*

auraient eu recours à l'aide alimentaire en 2020, soit près de 10% de la population française. La pandémie de Covid-19 a déstabilisé des situations budgétaires déjà très serrées. [...]

Quand les revenus suffisent à peine à régler le loyer, la santé, les dettes, la pension... ou quand il faut faire face à un imprévu (comme l'arrêt des cantines en 2020), on rogne sur la partie variable des dépenses, à commencer par l'alimentation et le chauffage. L'explosion actuelle des prix de l'énergie laisse d'ailleurs craindre le pire pour cet hiver. [...] Les visages de la précarité alimentaire sont multiples, complexes et évolutifs mais toutes ces situations sont liées à un manque de ressources financières. Il y a d'abord les ménages en situation d'extrême pauvreté, 43% des ménages ayant répondu à notre enquête complémentaire ne perçoivent aucune ressource financière. Mais ce besoin d'aide alimentaire est aussi exprimé par des ménages disposant de ressources qui n'arrivent

plus à boucler les fins de mois, étouffés par les charges incompressibles qui impacteront trop lourdement leurs ressources. Avec la crise, les demandes d'aide alimentaire ont augmenté particulièrement dans les familles avec enfants et chez les jeunes de moins de 25 ans (+ 6 points entre 2019 et 2020). [...]

Si la crise sanitaire a servi de révélateur, quels enseignements en tirer ? La crise a surtout donné à voir des pauvretés déjà installées. Or nos gouvernements ont pris la fâcheuse habitude d'apporter des réponses ponctuelles, adaptées pour l'urgence, à des enjeux structurels. Tactitement, notre pays a choisi d'industrialiser les distributions de denrées plutôt que l'accès digne de tous à l'alimentation, l'hébergement ou les nuitées d'hôtel plutôt que le droit au logement, les aides ponctuelles aux ménages pauvres plutôt qu'un revenu minimum permettant de ne pas avoir à choisir entre les loisirs des enfants, le chauffage et l'alimentation.»

CLIMAT La COP27 en Égypte, vraiment ?

Lorsqu'à la fin laborieuse de la COP26 il a été annoncé que la prochaine COP aurait lieu en Égypte, un grand nombre d'ÉgyptienNES ont été stupéfaitEs. Comment un pays aussi peu préoccupé par les questions d'environnement a-t-il pu être choisi ?

A lors que la Haute Égypte est en pleine zone désertique, à la mi-novembre la région d'Assouan a connu des précipitations diluvienne de pluie et de grêle qui ont démolé plusieurs maisons et qui ont surtout chassé de leurs cachettes des milliers de scorpions et de serpents. Au moins cinq personnes sont mortes sous les décombres de leur maison et près de 500 personnes ont été piquées par les scorpions, submergeant un système de santé déjà défaillant. D'une façon plus structurelle, alors que le pays dépend à plus de 90 % de l'eau du Nil, le Grand Barrage de la Renaissance, que l'Éthiopie a construit sur le Nil Bleu, menace l'existence même des 110 millions d'habitants qui sont déjà en situation de stress hydrique. Le débit de plus en plus faible du Nil accélère la salinisation des terres arables du Delta et l'érosion de la côte méditerranéenne, ce qui réduit les capacités de production agricole. Malgré des déclarations tonitruantes, l'État ne fait que peu d'efforts pour faire face au défi climatique. Ce sont souvent des associations de jeunes qui se sont tournées vers des actions de terrain : ramassage des déchets, mise en place de containers de recyclage, protection des tortues



WIKIMEDIA COMMONS

marines, actions sympathiques certes, mais dérisoires au regard des défis posés.

La COP27 ou le verdissement d'un pays qui bafoue les droits humains

Il est clair qu'en proposant d'être hôte de la prochaine COP, Sissi cherche à donner une image positive d'un pays qui dépend d'une façon cruciale de l'aide extérieure. Tous les grands travaux d'infrastructures comme le métro du Caire, le tramway d'Alexandrie ou la rénovation des voies ferrées sont financés par des institutions étrangères comme l'Agence française du développement. Aux

États-Unis, pays qui subventionne le plus l'Égypte, un nombre croissant de voix appellent à conditionner l'aide apportée au respect des droits humains. Fin octobre 2021, Sissi a annoncé triomphalement la fin de l'état d'urgence en place dans le pays de manière quasi continue depuis 1981 : «*L'Égypte est devenue une oasis de sécurité et de stabilité dans la région, et j'ai donc décidé, pour la première fois depuis des années, de suspendre l'extension de l'état d'urgence à travers le pays.*» Mais la loi d'urgence n'était déjà plus, depuis des années, le principal instrument de la répression. Depuis 2013 (loi anti-manifestation)

jusqu'à aujourd'hui, une dizaine de lois permettent de poursuivre une politique liberticide qui n'a même plus besoin du cache sexe de la loi d'urgence. Seule petite avancée, la cour d'urgence de la sécurité de l'État est supprimée. Ce qui veut dire que celles et ceux qui seront jugéEs pourront faire appel.

Le silence complice de l'Occident

Un grand nombre de violations des droits humains en Égypte sont parfaitement documentées grâce au travail courageux d'associations égyptiennes et internationales, mais rien n'y fait. Pratiquement tous les pays ferment les yeux et continuent de coopérer au nom d'une soi-disant lutte contre le terrorisme. La France qui a vendu à l'Égypte Rafale, frégates, corvettes, porte-hélicoptères et qui n'a pas hésité à décorer le dictateur Sissi de la grande croix de la Légion d'honneur vient d'être rattrapée par les révélations faites par les journalistes de Disclose (lire édito).

La situation est plus que volatile pour le régime. D'ici la COP27, dans un an, il est douteux que le pays fasse des progrès foudroyants en matière de démocratie. N'importe quoi peut se passer d'ici là et le fait que Sissi ait choisi Charm El Sheikh, bien loin de tous les centres urbains égyptiens, est tout à fait révélateur d'un État qui se méfie de son peuple et ne tient que par la répression.

Hoda Ahmed



PHOTOGRAPHIE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

l'enjeu de la vaccination, en France et dans le monde. Face à la menace de l'obligation vaccinale, nous réaffirmons que tous les dispositifs de prévention organisée, bâtis avec les populations, ont toujours montré une efficacité supérieure à la prévention

individuelle (où chacun se débrouille... après que Jupiter a parlé, ou brandi le pass sanitaire, ou demain l'obligation vaccinale). Que ce soit en termes d'adhésion, de réduction des inégalités sociales, d'âge ou de territoire. Sans parler de la répression policière et

des licenciements que cette obligation suppose, en absence totale de légitimité du pouvoir macronien ! Une prévention organisée, s'appuyant sur les acteurs du soin et de la prévention déjà connus du public, avec invitation, coup de téléphone ou passage pour discuter des résistances, des difficultés à se rendre dans un centre de vaccination, pour inviter une infirmière à domicile. Une vaccination universelle et gratuite, car la pénurie favorise le cortège de morts de la pandémie et l'émergence de nouveaux variants. C'est tout l'objet des mobilisations internationales du 30 novembre, au moment de l'ouverture du sommet de l'OMC, pour imposer la levée des brevets et de tous les droits de propriété intellectuelle sur les vaccins, mais aussi les traitements et les tests covid. Personne n'est en sécurité, tant que tout le monde ne l'est pas !

Frank Prouhet

Le chiffre 681 jours

C'est la durée moyenne d'inscription au chômage en catégories A, B et C, qui continue d'augmenter, d'après des chiffres publiés par Alternatives économiques. Un record.



Agenda

Samedi 27 novembre, manifestation contre l'extrême droite et le racisme, Paris. À 15 h, à Ménilmontant.

Samedi 27 novembre, manifestation contre les licenciements, Paris. À 14 h, ministère de l'Économie à Bercy. À l'appel des PPG et des TUI.

Mardi 30 novembre, rassemblement pour la levée des brevets sur les vaccins et traitements anti-covid, Paris. À 18 h, place de la Bourse (voir article ci-contre).

Vendredi 3 décembre, rencontre de la librairie La Brèche avec Nils Andersson & Léopold Lambert, Paris 12^e. Autour de leurs ouvrages respectifs *Le capitalisme c'est la guerre et États d'urgence : une histoire spatiale du continuum colonial français* parus aux éditions Terrasses et Premiers Matins de Novembre. À 19 h, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, M^o Daumesnil.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau.lanticapitaliste.org

NO COMMENT

Le lobby du nucléaire n'existe pas.

BRUNO LE MAIRE, France Inter, 10 novembre 2021.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 4227
redaction@npa2009.org

Tirage :
6 500 exemplaires

Diffusion :
0148 70 4231
diffusion.presse@npa2009.org

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Administration :
0148 70 4228
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Photographie, Montreuil-sous-Bois

Tél. : 0148 70 4222
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans).

IMPRIM' VERT®

GRÈCE

Des mobilisations victorieuses sur fond d'État policier

Les commémorations de la révolte et du massacre des étudiantEs de l'université Polytechnique sous la junte des colonels en 1973 constituent chaque année un assez fiable baromètre de la température sociale et politique en Grèce.

Si l'an passé, le gouvernement de droite extrême de Mitsotakis avait prétexté la pandémie pour interdire les manifs – qui avaient pourtant eu lieu ! –, cette année, le prétexte aurait été trop gros, alors que la politique du Premier ministre commence à être massivement désavouée, quels que soient les efforts des médias aux ordres (auxquels le pouvoir a généralement distribué 40 millions d'euros). Ce 17 novembre, les manifs ont été massives un peu partout, et bien sûr à Athènes (30 000 manifestantEs), avec présence impressionnante de la jeunesse, et même si Mitsotakis n'a pas osé pousser la provocation (tout en déployant 6 000 policiers), la répression a été forte à Salonique, avec aussi des intimidations pour empêcher les jeunes d'aller aux manifs.

Un automne social prometteur ?

Ce qui change ces derniers mois, c'est avant tout le climat social. Alors que le gouvernement adopte des lois patronales sur mesure, de très grosses mobilisations ont eu lieu récemment : grève générale et totale des marins les 10 et 11 novembre, grève victorieuse des travailleurEs de la zone portuaire du Pirée contre l'entreprise chinoise Cosco, propriétaire de presque tout le port industriel, après la mort d'un ouvrier victime des conditions de travail... Les mobilisations dans le secteur des livraisons et de la restauration ont culminé en septembre, avec une grève exemplaire des livreurs de la société efood, soutenue par de nombreux clientEs qui ont alors résilié leur abonnement. Résultat : passage en CDI pour plus de 2 000 employéEs, avec prise en compte de l'ancienneté. La mobilisation dans le secteur s'est prolongée contre les conditions du travail précaire : nouvelle grève victorieuse pour des équipements de sécurité le 9 novembre... Et contre le refus de leur direction syndicale d'une mobilisation accrue contre l'évaluation, de nombreux enseignantEs continuent la bataille contre une ministre peut-être pire que Blanquer !

Fuite en avant à droite toute

Face à cette colère croissante, la droite est visiblement inquiète et quelques signes indiquent un début de division. Mitsotakis choisit de renforcer le cours « orbanesque », appuyé sur le courant d'extrême droite dans son parti et au gouvernement. Ainsi, alors que des enquêtes internationales indiquent que c'est en Grèce que l'antisémitisme s'affiche le plus en Europe, il a été nommé ministre de la Santé un ancien avocat fasciste (fils de l'idéologue grec du nazisme) connu pour ses déclarations antisémites, provoquant l'inquiétude de la communauté juive, et perçu comme une provocation face à une situation sanitaire fort grave (chaque jour environ 80 à 90 morts du virus), la droite refusant de renforcer l'hôpital public. Une série de lois renvoyant aux périodes sombres ont été votées, telle celle sur un code pénal réprimant la liberté d'expression... Les services de renseignements, placés sous le seul contrôle de Mitsotakis, fréquentent des journalistes, des avocatEs, des militantEs. La police semble pouvoir faire ce qu'elle veut : récemment, un jeune Rom a été tué (36 balles tirées) par des policiers ayant d'ailleurs désobéi aux ordres d'arrêter la poursuite... et soutenus par le ministre (ex-député fasciste) du Développement et par le ministre de la Police !

Ce climat d'intimidation lié à une politique ultra-libérale catastrophique, loin de provoquer la soumission recherchée, renforce une combativité évidente au quotidien. Étape suivante : comment dans la période à venir faire s'amplifier et s'organiser largement cette combativité, face à des lois récentes instaurées contre le droit de grève et les syndicats de lutte ?

À Athènes, A. Sartzekis

ÉTATS-UNIS Le verdict du procès Rittenhouse suscite protestations à gauche et jubilation à droite

Le 25 août 2020, Kyle Rittenhouse, un jeune de 17 ans, se rendait de son domicile d'Antioch, dans l'Illinois, à Kenosha, dans le Wisconsin, où il a tué deux hommes et en a blessé un troisième lors des manifestations de Black Lives Matter. Il a été déclaré innocent de tous les chefs d'accusation le 19 novembre, un verdict qui a suscité l'indignation et la protestation de la gauche et la jubilation d'une extrême droite qui se renforce.

Les événements avaient commencé le 23 août 2020 lorsque la police de Kenosha, arrêtant Jacob Blake pour agression sexuelle, l'a tasé puis lui a tiré dessus à sept reprises, le laissant paralysé. Le comportement de la police a entraîné des manifestations de Black Lives Matter, certaines pacifiques, d'autres marquées par des bris de vitrines, des incendies criminels et des confrontations avec la police. Une milice d'extrême droite, appelée la Garde de Kenosha, a alors lancé un appel largement diffusé sur les médias sociaux pour que les gens viennent défendre Kenosha contre BLM. Des hommes blancs, parmi lesquels les fascistes Boogaloo Boys, ont commencé à se montrer à Kenosha munis de hachettes, de bâtons de baseball et d'armes à feu.

Un juge en faveur de Rittenhouse

Rittenhouse, un garçon de 17 ans qui avait déjà participé à des programmes de cadets de la police, a répondu à l'appel de la Garde de Kenosha en s'armant d'un fusil d'assaut AK-47 et en se rendant à Kenosha. Muni de son arme, il a commencé à marcher dans la rue où il a été confronté à des militants blancs des manifestations antiracistes. Lorsque ces hommes ont rattrapé Rittenhouse, il a tiré sur eux, tuant deux hommes non armés, Joseph Rosenbaum et Anthony Huber, et blessant Gaige



Grosskreutz, qui avait un pistolet. Après avoir tiré sur les hommes, Rittenhouse a continué à marcher dans les rues, son arme en bandoulière, et alors que plusieurs personnes ont dit à la police qu'il avait tiré sur quelqu'un, la police ne l'a pas arrêté.

Arrêté plus tard dans l'Illinois, Rittenhouse a été extradé vers le Wisconsin où il a été inculpé de deux chefs d'accusation d'homicide, d'un chef d'accusation de tentative d'homicide, de deux chefs d'accusation de mise en danger d'autrui, d'un chef d'accusation de possession illégale d'une arme à feu et d'un chef d'accusation de violation du couvre-feu. Il a été libéré avec une caution de 2 millions de dollars fournie par un avocat de droite.

Le juge a clairement penché en faveur de Rittenhouse. Son téléphone, qui a sonné pendant le

procès, avait une sonnerie qui jouait *God Bless America*, une chanson jouée lors des rassemblements de l'ancien président Donald Trump. Au cours du procès, le juge a abandonné les charges moins importantes de possession illégale d'une arme à feu et de violation du couvre-feu. Il a également refusé d'admettre les preuves de l'accusation selon lesquelles Rittenhouse avait passé du temps avec les fascistes de Proud Boys.

Des milices d'extrême droite dynamisées par le verdict

La défense a fait valoir que Rittenhouse n'avait fait que se défendre contre les menaces de ses adversaires. Rittenhouse a affirmé que Rosenbaum, le premier homme qu'il a tué, avait menacé de le tuer, le deuxième homme a été filmé en train de frapper Rittenhouse avec sa planche à

roulettes, et le troisième homme s'est avéré avoir un pistolet. Le jury a cru au plaidoyer d'autodéfense de Rittenhouse et l'a déclaré innocent de toutes les accusations.

La chaîne de TV Fox News a fait l'éloge du verdict, qu'ils ont qualifié de victoire pour le deuxième amendement de la Constitution qui donne aux gens le droit de porter des armes. Des représentants républicains ont offert à Rittenhouse des stages au Congrès. Les milices d'extrême droite ont été dynamisées par ce verdict. On assiste également à une montée de l'antisémitisme, puisque les gens de droite affirment que les Juifs contrôlent les médias qui, selon eux, ont travaillé pour une condamnation de Rittenhouse. Les organisations et les politiciens noirs et progressistes ont critiqué le verdict. Les activistes noirs et les gens de gauche tels que les Socialistes Démocrates d'Amérique (DSA) et les petits groupes trotskistes ont organisé des manifestations de centaines de personnes à Portland, Chicago et New York pour condamner le verdict. À New York, une femme portait une pancarte sur laquelle on pouvait lire simplement : « Vous savez que c'est mal. » Une autre portait des photos des deux hommes non armés tués, sur lesquelles on pouvait lire : « La saison de la désobéissance civile et des protestations est maintenant ouverte. »

Le verdict en faveur de Rittenhouse encourage et enhardit les fascistes américains – et ils en profitent. Nous avons besoin d'une réponse plus efficace que celle que nous avons actuellement. Nous avons besoin d'un mouvement antifasciste de masse et militant.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

ÉLECTIONS EN ARGENTINE Le gouvernement perd sa majorité et l'extrême gauche améliore ses positions

Ainsi que le laissaient prévoir les résultats des primaires (PASO) du 12 septembre 2021¹, le gouvernement péroniste de centre-gauche n'a pas pu, en dépit de quelques mesures sociales accordées in extremis, regagner du crédit auprès de sa base sociale populaire et remonter la pente. Il faut dire qu'en octobre, l'inflation s'élevait à 41,8% et l'indice de pauvreté touchait 40,6% de la population, selon les dernières données de l'institut statistique argentin avec une pandémie qui recule à peine avec le retour de l'été austral.

La moitié des députés, 1/3 des sénateurs et plusieurs chambres régionales ont été renouvelés. Le parti « Frente de Todos » (« Front de tous »), du président péroniste de centre-gauche Alberto Fernandez (34 % des suffrages) est largement devancé par les 42 % de l'opposition de droite (« Juntos por el Cambio ») dans la majorité des provinces et perd sa majorité absolue au Sénat et relative au Parlement. Les médias du monde n'ont retenu que ce fait. Une véritable analyse démontre bien autre chose, ce qui inquiète par ailleurs les cercles de pouvoir de l'impérialisme.

Percée historique de l'extrême gauche

Le fait central de cette élection, dans un pays où le vote est obligatoire, réside dans l'abstention. Le gouvernement de Fernandez perd 3 millions de votes du fait de la déception et de l'abstention des couches populaires. Les vainqueurs de l'opposition de droite perdent également 500 000 votes par rapport aux élections de 2019 au profit du libertarien aux

tendances « bolsonaristes » Javier Milei. Les partisans de Milei sont quasi rayés de la carte électorale en dehors de la capitale. En dépit de cette bonne nouvelle, personne à gauche en Argentine, pays où a sévi l'une des dictatures militaires les plus sanguinaire, ne sous-estime ou ne devrait sous-estimer la percée de ce « fasciste » au cœur de la petite-bourgeoisie « porteña » (habitants de la capitale Buenos Aires) surtout quand l'extrême gauche ne récupère qu'à peine un tiers des voix manquantes du centre-gauche.

Toutefois, la percée de l'extrême gauche est historique car elle touche toutes les provinces du pays avec une moyenne nationale supérieure à 6 % des votes et des scores pouvant aller jusqu'à 25 % dans les territoires les plus pauvres. Le FIT-U (Front de la gauche et des travailleurs-unité) devient, et de loin, la troisième force électorale du pays.

Avec plus de 6 % et 1,4 million de votes, ce vote prend une importance qualitative inédite grâce à l'entrée d'élus d'extrême gauche dans tous les bastions du péronisme en zone

urbaine. Les digues du vieux mouvement populiste d'Argentine qui encadrait la classe ouvrière depuis des décennies viennent enfin de commencer à rompre. Des centaines de milliers de jeunes, de travailleurEs qui ne supportent plus les conditions de faim et de misère que le gouvernement péroniste du Front de Tous imposait dans le pays se sont affranchis. Ils et elles ne veulent plus payer la dette extérieure frauduleuse (dont la plus grande partie est héritée du gouvernement précédent de droite, celui de Macri) et engranger les profits des grands entrepreneurs et firmes extractivistes pollueuses de la « Pacha Mama » (la terre).

Simple accord électoral ou mouvement démocratique de masse ?

Pour consolider ces résultats électoraux et avancer vers des solutions écosocialistes, il faudrait bien plus qu'un simple accord électoral (qui est mieux que rien, reconnaissions-le). Il faudrait un large mouvement unifié et démocratique de toutes les forces d'extrême gauche qui s'adresse à



des franges beaucoup plus grandes de la population travailleuse et de la jeunesse et qui agrège en son sein nombre d'indépendants et de référents de la lutte de classe. Nous en sommes loin et chacune des composantes du FIT-U organise ses propres assemblées et manifestations de victoire.

Pourtant, pour massivement rejeter le nouvel accord en gestation avec le FMI, progresser dans l'organisation des quartiers populaires, de la jeunesse et dynamiser les luttes ouvrières, environnementales et contre les oppressions de genre, la construction d'un grand mouvement unitaire s'impose.

Sylvain Chardon

1-Voir *l'Anticapitaliste* n°583 du 23 septembre 2021.

Soudan Premier recul d'une junte isolée

La journée du mercredi 17 novembre a été la plus meurtrière depuis le coup d'État du 25 octobre. On a compté 15 morts. Mais cette répression n'affaiblit pas la mobilisation : deux jours plus tard en effet, des milliers de personnes sont descendues de nouveau dans la rue, comme à Bahri dans la banlieue de Khartoum, pour l'enterrement des manifestants assassinés. Et la junte se voit contrainte d'opérer un premier recul en raison de son isolement grandissant.

Lors de son coup d'État, le général al-Burhane avait parié sur une mobilisation faible avec un essoufflement rapide. C'est loin d'être le cas et les appuis à l'intérieur du pays sont des plus réduits.

Soutenue par des seigneurs de guerre et des intégristes

Sous la conduite du Premier ministre Abdallah Hamdok, le gouvernement de transition issu de la révolution avait négocié à Juba un accord de paix avec des groupes armés. C'est ainsi que Mini Minawi, dirigeant d'une faction de l'Armée de libération du Soudan, a été nommé gouverneur du Darfour et Djibril Ibrahim, leader du Justice and Equality Movement (JEM), a pris le ministère des Finances. Ces deux seigneurs de guerre ont fait le choix de s'allier avec leurs ennemis d'hier, les militaires, contre les civils. L'accord de paix et l'intégration des rebelles aux structures de la transition, menés par Hamdok, ont donc eu comme résultat d'affaiblir sa position. Cela étant, le soutien de ces deux dirigeants au putsch ne reflète pas la position des habitants du Darfour comme l'ont montré les manifestations importantes à el-Fasher, capitale de l'État du Darfour-Nord ou à Zalingei dans le Darfour central.

Enfin les militaires de la junte n'ont pu s'appuyer que sur les anciens partisans islamistes du Congrès national, le parti d'al-Bashir, dont



beaucoup ont repris leurs postes après avoir été évincés pendant la période de transition. Les généraux n'ont pas réussi à élargir leur base sociale en intégrant des partis politiques ou des personnalités.

... et par l'Égypte et Israël

Côté international, les condamnations du coup d'État et de la répression qui s'en est suivie ont été unanimes en Occident, dans l'Union africaine et la Ligue arabe. Les principaux appuis des généraux soudanais, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite se sont prononcés officiellement pour le retour vers une transition douale entre militaires et civils. Ces deux pays possèdent un fort levier économique vis-à-vis du Soudan. Seule l'Egypte apparaît

ouvertement comme le principal soutien au coup de force. Le *Wall Street Journal* a révélé d'ailleurs que la veille du putsch, al-Burhane était en visite au Caire. Le dossier soudanais est directement géré par les services de sécurité égyptiens qui préfèrent une dictature censée stabiliser le pays. De plus le Soudan et l'Égypte sont opposés à l'Éthiopie sur la gestion du Nil avec le barrage de la Renaissance. Enfin la presse occidentale est plus discrète sur la position israélienne et pour cause. Son ministre des Affaires étrangères s'est refusé à condamner le putsch. Quelques jours après celui-ci, une délégation israélienne s'est rendue à Khartoum. La raison en est donnée par un officier israélien : «Les militaires représentent la plus grande

force dans le pays et Bourhane en est le commandant en chef. Les événements de lundi [25 octobre] augmentent donc la probabilité de stabilité au Soudan [...] tout en augmentant les chances de liens plus solides avec les États-Unis, l'Occident, et Israël en particulier»¹. Mais contrairement à l'analyse de l'Egypte et d'Israël, le coup d'État de la junte n'a pas apporté la stabilité souhaitée du pays.

Une nouvelle manœuvre

La junte a dû se résigner à accepter la proposition des capitales occidentales d'un retour au statut quo antérieur. Celle-ci a été négociée par un groupe de médiateurs soudanais. Hamdok vient de recouvrir son poste de Premier ministre. Internet coupé depuis des semaines est rétabli et une partie des prisonniers politiques a été libérée. Cette nouvelle situation traduit un rapport de forces défavorable à la junte. La résistance qui s'est organisée dans l'ensemble du pays a porté ses fruits. Cela dit, revenir à la situation antérieure équivaut à maintenir la domination de la junte sur le pays. C'est précisément ce que refusent les manifestantEs quand ils et elles revendiquent : «Pas de dialogue, pas de négociation, pas de partenariat avec l'armée».

Paul Martial

1– <https://www.lorientlejour.com/article/1280413/israel-soudan-la-normalisation-a-lepreuve-du-coup-de-tat-militaire.html>

ÉLECTIONS AU CHILI Entre rêves et cauchemar

Avec 53% d'abstention, c'est donc moins de la moitié du corps électoral qui a mis en tête deux candidats qui brisent définitivement le système d'alternance entre, d'un côté, sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates et, de l'autre la droite conservatrice.

Permanences du passé

José Antonio Kast (28%), fils d'un officier du III^e Reich et riche entrepreneur, incarne désormais une extrême droite fasciste, qui a laissé de côté son rôle de force d'appui pour devenir l'axe central d'une coalition, s'assurant la moitié du Sénat et une majorité possible de travail ou de blocage à la chambre des députés. Gabriel Boric (26%), issu de la contestation étudiante de 2011, incarne une nouvelle gauche, plus radicale dans les mots que l'ancienne – une tâche aisée – et censée incarner un débouché politique des mouvements sociaux. Cette polarisation politique reflète en partie la polarisation sociale, mais la nouvelle poussée de l'extrême droite sur le plan électoral était sensible depuis plusieurs mois.

En jouant la carte du parti de l'ordre, Kast a réussi, via les réseaux fascistes et chrétiens, à contenir les secteurs de la bourgeoisie et de secteurs intermédiaires paniqués par le risque d'un déclassement. Le

L'élection présidentielle du 21 novembre, ainsi que le renouvellement partiel des chambres et des conseils régionaux, devaient sanctionner la crise du régime issu de la dictature de Pinochet. Elles devaient également pour beaucoup à gauche poursuivre le processus constituant en cours incarnant une véritable alternance. L'arrivée en tête de l'extrême droite réveille les inquiétudes largement au-delà des milieux militants. Comment en est-on arrivé là après la puissante révolte de 2019 ?



Chili est le troisième pays au monde pour le nombre de cas graves de la pandémie, a vu exploser la misère et son cortège de violences, et on a même assisté à Iquique à des émeutes orchestrées par les fascistes contre les migrantEs. Boric avait de belles promesses électorales, mais une parole discréditée par ses revirements, et la tache indélébile d'avoir désavoué publiquement les milliers de révoltés emprisonnés suite à l'explosion

sociale. La contestation sociale n'avait pas de candidat et c'est l'une des clés de la situation.

Présence du futur

Les secteurs moteurs de la révolte de 2019, à savoir la jeunesse en général et des milieux populaires en particulier, n'ont pas participé aux élections. La gauche le leur reproche. Il faut aller toutefois plus loin que cette gestion morale de la peur. Car tout n'était pas écrit à

l'avance. Si l'extrême gauche trotskiste unie n'a pas pu créer la surprise, la candidature indépendante de Fabiola Campillay illustre un véritable potentiel. Cette ouvrière des quartiers pauvres de Santiago, élue sénatrice, a été rendue aveugle par un tir de lacrymogène ; avec courage, elle a par son langage simple, de classe, réussi à donner un visage aux exploitéEs et aux pauvres qui l'ont appuyée. Cette performance, au-delà des limites d'une telle candidature, montre un potentiel négligé. Lorsque la contestation trouve une expression, elle s'en empare.

Le second tour, le 19 décembre, laisse le temps à bien des combinaisons, des rebondissements. La presse patronale chilienne, mais aussi le *Financial Times*, sont conscients des risques. Une gauche sans majorité parlementaire et une extrême droite revancharde ne garantissent aucune stabilité pour les affaires. Et les conditions d'une nouvelle explosion sociale sont toujours présentes.

Tristan Katz

NOUVEAU CONFINEMENT EN AUTRICHE

Les responsables, les opportunistes, et celles et ceux qui en font les frais

Le 21 novembre, un nouveau confinement est entré en vigueur en Autriche, a priori pour trois semaines. Le taux d'incidence nationale a dépassé 1000. C'est encore pire en Haute-Autriche et autour de Salzburg, où les hôpitaux trient les patientEs à leur arrivée car les services sont saturés... Depuis fin octobre, les nouvelles infections montent en flèche mais le parti conservateur au pouvoir, l'ÖVP, a longtemps refusé de prendre des mesures. Un mélange de tactique électorale, d'intérêts économiques et d'arrogance idiote.

En Haute-Autriche le nombre de contaminations est d'autant plus haut que le taux de vaccination est bas... et les résultats électoraux de la droite et de l'extrême droite élevés. Le nouveau parti des opposants aux mesures sanitaires, le MFG («L'humain, la liberté, les droits fondamentaux») y a obtenu 6% des voix aux élections régionales de septembre. L'ÖVP a cherché à s'adresser à cet électoral, ainsi qu'à la base du FPÖ d'extrême droite... en évitant de renforcer les mesures sanitaires pour ne pas «perdre» ces électeurEs – un calcul électoral lourd de conséquences.

De la «lumière au bout du tunnel», vraiment?

L'été dernier, l'ex-chancelier Kurz¹ parlait déjà de la «lumière au bout du tunnel». Cet été, il a encore déclaré que la pandémie était finie, en parlant sur un taux de vaccination assez élevé en automne mais celui-ci stagne depuis à environ 60 %. Un nouveau confinement était catégoriquement exclu – du moins pour les vaccinéEs. Mais, tout a vite changé. Le gouvernement a d'abord imposé une sorte de pass sanitaire sur les lieux de travail, puis évoqué un confinement des non-vaccinéEs pour pousser à la vaccination, avant de se résigner à un confinement national et généralisé.

Avec les malades et les victimes du covid, ce sont les travailleurEs qui portent de nouveau le poids de la crise sanitaire. En premier lieu les soignantEs, qui se trouvent une fois de plus surchargés de travail. Le manque de personnel est pire qu'avant la pandémie, car beaucoup ont démissionné l'an dernier. La charge de travail s'accroît aussi dans les écoles, avec la mise en place chaotique d'une garderie au service du patronat : les cours sont à distance, mais les écoles doivent accueillir les enfants dont les parents ne peuvent pas télétravailler. Pour beaucoup de travailleurEs, le confinement se résume encore une fois à : travail, oui, loisirs, non.

À qui profitera la colère?

Deux jours avant le nouveau confinement, une manifestation contre les restrictions sanitaires rassemblait des dizaines de milliers de personnes à Vienne. Il y en avait déjà eu l'hiver dernier, mais le mouvement s'était «endormi» en été. En première ligne, le FPÖ, les «Identitaires» et des groupuscules fascistes arborent une banderole «Contrôlez la frontière, pas votre peuple». Mais touTEs les manifestantEs ne sont évidemment pas d'extrême droite. Si celle-ci occupe le terrain, c'est aussi à cause de l'absence de contestation de la gestion catastrophique du gouvernement. Pourtant il y a de quoi dénoncer sa politique, sans pour autant nier le danger de la pandémie. Il y a quelques semaines, des milliers de soignantEs manifestaient dans toute l'Autriche contre les mauvaises conditions et la surcharge de travail. Mais la bureaucratie syndicale n'a pas cherché à amplifier ces mouvements pour leur donner une chance de gagner. Cette nouvelle vague épidémique pourrait bien rallumer la colère des soignantEs et donner l'occasion aux travailleurEs de faire entendre leurs véritables intérêts.

Johannes Wolf

1– Sur les déboires de Kurz, voir «Autriche: "Qui paie, décide" ou la chute du chancelier qui voulait tout acheter», paru dans *l'Anticapitaliste* n°587.

Risque permanent de catastrophes et de contamination radioactive, gouffre financier, opacité, omerta, répression des opposantEs... le nucléaire est une énergie dépassée du passé. Pourtant, le lobby met des moyens de propagande énormes pour prétendre contre toute évidence que l'électronucléaire serait une solution au dérèglement climatique. Absurde! Pour atteindre un mix mondial à 50 % d'électricité nucléaire (actuellement 10 %), il faudrait construire 2000 réacteurs, mobilisant sur la planète entière des ressources en eau de refroidissement. Sachant que les réserves d'uranium pour les 441 réacteurs aujourd'hui en service seront épuisées dès 2070 et qu'il faut entre 5 et 10 ans pour construire une centrale, le nucléaire est «hors délai». Et surtout «hors sujet» car l'électricité c'est 20 % de la consommation mondiale d'énergie... et le nucléaire, c'est 2 % de l'énergie brûlée sur la planète!

Dossier réalisé par la Commission nationale écologie



POUR UN ARRÊT DU NUCLÉAIRE ET UNE SOCIALISATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE

En France, 70 % de la production d'électricité vient des centrales nucléaires. Annonçant en décembre 2020 la construction de 6 EPR¹, d'un porte-avions et d'un sous-marin nucléaires, Macron a réaffirmé: «Sans nucléaire civil, pas de nucléaire militaire, sans nucléaire militaire, pas de nucléaire civil». Cette relance du programme nucléaire a un alibi, la voiture électrique, et s'appuie sur ses influenceurs patentés qui avancent masqués.

La filière nucléaire est au bord de la faillite. Les 6 EPR coûteraient plus de 50 milliards d'euros à EDF, qui doit aussi débourser 100 milliards d'euros pour rénover ses centrales, 18 milliards d'euros pour le chantier EPR en Angleterre plus les surcoûts liés à divers fiascos (EPR Flamanville, opérations en Amérique latine...). L'État a injecté 4,8 milliards d'euros dans Orano, 3 milliards d'euros dans EDF, sans parler du démantèlement et de la gestion des déchets. Ces coûts titaniques seront payés par les usagerEs.

La privatisation d'EDF avec maintien d'une entité nucléaire publique est un exemple criant de socialisation des coûts et de privatisation des bénéfices. Dans un marché libéralisé de l'énergie livré à la concurrence capitaliste, les requins du secteur laissent durablement à la charge de la société toutes les conséquences sociales, économiques, environnementales et sanitaires. Les dividendes versés aux actionnaires d'EDF (22 milliards d'euros en 13 ans) auraient été plus utiles à développer les énergies renouvelables (EnR).

Un monopole public de l'énergie, secteur «essentiel»

Le productivisme capitaliste pousse à la consommation et



crée des marchés socialement inutiles. Le principal gisement d'énergie, c'est d'abord les économies: arrêt des gabegies, du tout-auto, des gadgets inutiles, de l'obsolescence programmée... au profit d'appareils sobres en énergie, de l'isolation thermique, de la maîtrise de l'éclairage public, d'une politique de transports cohérente et efficiente... En plein déni sur les risques d'accidents et au lieu de développer les EnR, le gouvernement s'obstine à imposer de fausses

solutions: prolonger les centrales vieillissantes, construire des EPR, enfouir les déchets de haute activité à Bure (Cigeo²)... La PPE (programmation pluriannuelle de l'énergie) est un gaspillage éhonté de fonds publics: les compteurs Linky (6 milliards d'euros), l'EPR (19 milliards d'euros), Cigeo (35 milliards d'euros)... ou encore ITER³ (20 milliards d'euros) pour produire 500 MW pendant 6 minutes! Les entreprises d'État du nucléaire se comportent en

multinationales sans scrupules, comme Orano-Areva qui soutient la dictature au Niger. Le NPA propose leur mise sous contrôle total par les salariéEs et usagerEs, sans indemnités ni rachat. Et, pour satisfaire les besoins d'électricité, de créer un monopole public de l'énergie, débarrassé du nucléaire. Le mode actuel de production hyper-centralisé doit évoluer vers un maillage énergétique sur tout le territoire, permettant aux populations de contrôler et de décider en fonction des besoins prioritaires, tout en veillant à préserver la biodiversité. Cela permettrait aussi de centraliser l'évaluation des potentiels d'économies énergétiques, de mise en place des EnR et même d'assurer un transfert gratuit des technologies EnR vers les pays du Sud, permettant un développement écologiquement viable.

En Europe, une coopération doit permettre une mutualisation des productions d'éolien offshore, de géothermie dans le nord, de solaire dans le sud... afin d'assurer un approvisionnement constant, dans le cadre d'un accord de service public européen.

1 – EPR: réacteur dit de «3^e génération» en construction à Flamanville.

2 – Cigeo: centre de stockage souterrain de déchets nucléaires en construction à Bure.

3 – ITER: réacteur d'essai à fusion nucléaire en construction à Cadarache.

JANCO (VENI, VEDI) VICI:
«LE MONDE SANS FIN»¹
NUCLÉAIRE?



Nous ne reviendrons pas sur les nombreuses voix critiques qui se sont déjà exprimées sur «l'imposture écologique» du personnage Jean-Marc Jancovici².

Ingénieur issu de Polytechnique et l'École des mines, deux fabriques à nucléocrates, fondateur de Carbone 4, société-conseil en bilans carbone, et de l'association The Shift Project, il propage les mensonges classiques sur le nucléaire comme «arme de préservation du climat», comme «énergie non carbonée» et sur la taxe carbone comme outil miracle de «responsabilisation» des entreprises.

Altercapitaliste (ses sociétés, à but lucratif, sont financées par les multinationales), autoritaire, inégalitaire et sexiste (il essentialise de prétendus «rôles» politiques genrés en évacuant toute inégalité sociale par rapport à l'énergie), il prône une expertocratie fleurant bon le mépris de classe propre aux écoles d'élites. Et quand il résume Fukushima³ à «un problème médiatique majeur», il flirte aussi avec le négationnisme écologique. Bref, tout le contraire de l'écosocialisme⁴.

1 – <https://www.dargaud.com/bd/le-monde-sans-fin-le-monde-sans-fin-miracle-energetique-et derive-climatique-bda5378080>

2 – Voir: <https://reporterre.net/jancovici-une-imposture-ecologique>

3 – Lire: <https://lanticapitaliste.org/arguments/10-ans-apres-fukushima-larret-du-nucleaire-cest-urgent>

4 – Lire notre dossier «Face à la crise climatique, l'urgence écosocialiste»: <https://lanticapitaliste.org/category/notre-presse/revue-lanticapitaliste-ndeg129-octobre-2021>

NOTRE PROGRAMME POUR SORTIR DU NUCLÉAIRE

Le NPA a élaboré un scénario d'arrêt du nucléaire : d'abord en finir avec le gaspillage, réduire la consommation électrique et satisfaire les besoins réels, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Une démarche logique, avec des arguments difficilement contestables, en liant les questions environnementales aux questions sociales, seule façon réaliste d'être antinucléaire. Démonstration.

Réduire la consommation électrique

Pertes en ligne et consommation des centrales

Un arrêt des activités nucléaires économiserait au moins 20 TWh (les seuls réacteurs consomment 24 TWh). De plus, environ 32 TWh sont perdus en ligne. Ces pertes peuvent être largement réduites en dix ans par la baisse de la consommation, la modernisation d'équipements et surtout grâce au développement des EnR en local. On pourrait ainsi économiser 1/4 des pertes (8 TWh minimum), soit au total **28 TWh**.

Chaudage

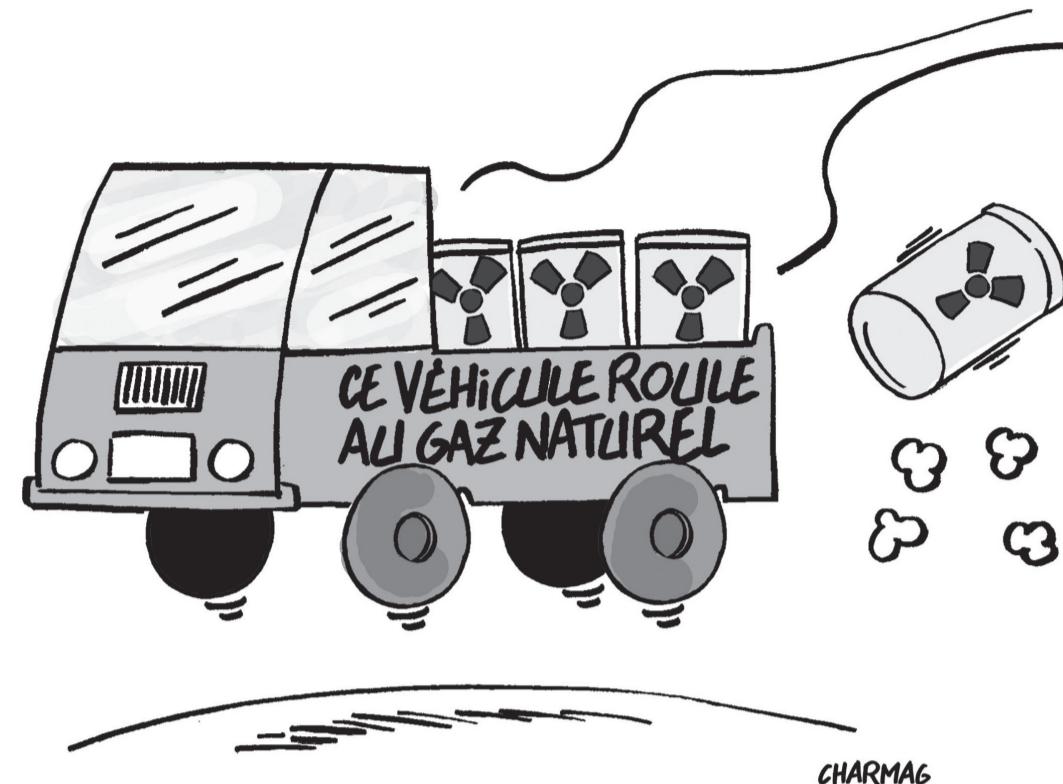
En France, au moins 30 % des foyers sont équipés de chauffages électriques (5 % en Allemagne), consommant plus de 60 TWh par an. C'est une aberration : 1 W consommé utilise 3 W thermiques ! Nous proposons donc l'interdiction de nouvelles installations de chauffage électrique, comme en Autriche ou au Danemark, et son remplacement dans 10 % des logements chaque année. Economie minimum : **40 TWh**.

Éclairage public et domestique
Il faut obliger les entreprises et les collectivités à réduire leurs éclairages et équiper les foyers de lampes basse consommation et d'appareils économies. Sur les 45 TWh consommés, cela permettra une économie de 8 TWh dans le tertiaire et le domestique, 8 TWh dans le non-résidentiel et le public, soit **16 TWh**.

Industrie et commerce

Nous proposons l'interdiction des panneaux lumineux publicitaires, la révision des normes sur le froid industriel, la suppression progressive de la climatisation (sauf nécessité : hôpitaux, EHPAD...), l'amélioration de l'isolation des locaux et une réglementation thermique instaurant des bâtiments à énergie positive. Une politique de sobriété énergétique qui s'appuierait sur la socialisation des secteurs clés de l'économie entraînerait, pour les grosses entreprises, la mise en chantier de moyens de production propres (micro-éoliennes, panneaux solaires...). Sur les 120 TWh consommés, l'économie potentielle est au minimum de **20 TWh**.

Normes des appareils électriques
Une étude de Greenpeace sur quatre types d'appareils électroménagers montre que **17 TWh** peuvent être économisés en 10 ans, et bien plus en l'appliquant à tous les appareils. Selon l'ADEME, les « mode veille » consommeraient en permanence 2300 MW (soit 2 réacteurs nucléaires) ; les supprimer sur 10 % des appareils économiserait sur 10 ans **20 TWh**.



Développer les énergies renouvelables

L'éolien terrestre et offshore

L'exemple allemand est éloquent : en 2020 la puissance installée (54 900 MW) a produit 112 TWh ; en 2030, 91 000 MW (dont 20 000 MW d'éolien en mer, malgré un littoral bien moins favorable que le nôtre) produiront 141 TWh.

Nous proposons d'installer 3000 MW par an (1000 éoliennes au sol de 3 MW par exemple).

Soit, sur dix ans, 30 000 MW produisant **54 TWh** (pour un fonctionnement à minima de 1800 h/an correspondant à une grande partie du territoire). Les vents en mer, plus réguliers et plus puissants permettent de raison de 16 000 MW en dix ans, de produire **56 TWh** (pour 3500 h/an).

Le micro-hydraulique

Les grandes installations (barrages) ne peuvent plus être développées sans mettre en péril les écosystèmes et les modes de vie des populations. En revanche, l'implantation d'unités de production micro-hydrauliques (moins de 1 MW) est possible. Cela permettrait d'installer facilement et rapidement **9 TWh**.

Le solaire

Le soleil produit 8 000 à 10 000 fois la consommation actuelle de l'humanité ! En capter une infime partie permettra demain de résoudre la majorité des problèmes énergétiques. Les progrès réalisés sont considérables et ne cessent de s'accélérer. Si on impose à toute construction neuve des panneaux photovoltaïques (et des chauffe-eau solaires) sur 20 % des surfaces bâties (en France, 100 km²/an), on produirait **26 TWh** en prenant les plus mauvais rendements. Et sur le bâti ancien, en programmant 350 MW par an, on parvient en 10 ans à **4 TWh**.

La cogénération, la géothermie et autres
Sous-utilisée dans l'industrie et les grands réseaux de chaleur, la cogénération, qui consiste à

produire de la chaleur et en même temps de l'électricité, peut être largement développée. Potentiel minimum : **20 TWh**.

Nous sommes loin d'avoir exploité la diversité des EnR : la géothermie (la Suisse, avec un potentiel bien moins bon que la France, prévoit de produire 4 TWh), l'hydraulien (l'énergie des marées et des courants marins ou fluviaux), le micro-éolien... Potentiel estimé en dix ans : **30 TWh**

→ **Total énergies renouvelables = 189 TWh**

Une électricité sans nucléaire ni effet de serre, c'est possible

Consommation électrique : 460 TWh. Avec notre plan d'économies (141 TWh), la

consommation annuelle pourrait donc se réduire à **319 TWh**. Production d'électricité non nucléaire : 165 TWh dont 127 TWh en EnR (65 en hydraulique + 40 en éolien + 12 en solaire + 10 en bioénergies) et 38 TWh en énergies fossiles.

Pour satisfaire les besoins d'électricité sans nucléaire, il faudrait donc produire en EnR 319 – 165 = **154 TWh** (192 TWh sans énergies fossiles).

C'est possible : avec notre scénario prudent, nous disposons de 189 TWh.

MW ? TWh ?
MW (mégawatt = 1 million de watts): unité de puissance électrique (EPR: 1650 MW)
TWh (térawattheure): énergie produite (ou consommée) en 1000 heures par 1000 MW (total consommation foyers France = 150 TWh sur un total de 460 TWh)
Source: bilan RTE France 2020.

CRISES SOCIALE ET CLIMATIQUE : SORTIR DU CAPITALISME, C'EST URGENT !

Le marché dérégulé de l'énergie pousse à la baisse du « coût du travail ». Dans les centrales nucléaires, un agent EDF sur deux partant à la retraite n'étant pas remplacé, les nouveaux embauchés sont envoyés « au feu » avec peu de formation. 30 000 travailleurEs extérieurs, précarisés, assurent 80 % des activités de maintenance des centrales. Concurrence exacerbée, moyens de radioprotection insuffisants, prises de risques et stress permanent accentuent encore davantage l'exploitation et la mise en danger des travailleurs.

Urgence écologique, urgence sociale

Notre scénario de sortie du nucléaire répond aussi à l'urgence sociale. Toutes les études convergent désormais : à investissement équivalent, on crée bien plus d'emplois durables dans les



DU TOUT-PÉTROLE AU TOUT-ÉLECTRIQUE, LA TOTALE IMPASSE DU TOUT-AUTO

L'active présence du lobby automobile a marqué la COP26 lors du débat « transports » : tout a tourné autour de la voiture électrique, avec la fin du moteur thermique en 2035. Mais cet horizon est problématique, il est très discuté. C'est ainsi que, pendant de très nombreuses années encore, se construiront des voitures à moteur thermique dont nous connaissons pourtant le rôle catastrophique dans le réchauffement climatique. Mais, même de manière chaotique, le processus de remplacement est maintenant lancé. Et c'est dans cette conjoncture que le cap des 2 milliards de voitures individuelles est en vue au niveau mondial, tout comme celui des 40 millions en France.

En France, la double imposture de la voiture électrique
Elle est tout sauf une voiture « zéro émission » ! Globalement, de la fabrication de la voiture et des batteries jusqu'à sa mise à la casse, électrique et thermique se valent. Lithium et cobalt posent d'énormes problèmes : si on va au cours du siècle vers 3, voire 4 milliards de voitures électriques, c'est un désastre. Et elle se révèle alors pour ce qu'elle est, un élément central du greenwashing.

La voiture électrique, appelée aussi en France « automobile », et la filière nucléaire se soutiennent dans une rhétorique imparable, se justifient l'une l'autre, font système : « véhicule zéro émission + énergie décarbonée = solution climatique ». Un système infernal, une fuite en avant de tous les dangers justifiant la prolongation/rafistolage des réacteurs, EPR, Cigeo, ITER, SMR¹...

Sortir du «tout-auto» : une urgence absolue

C'est une vraie révolution qu'il faut : arracher la filière auto des mains des actionnaires, socialiser les deux groupes, pour donner priorité absolue aux transports publics avec reconversion générale de l'activité, avec maintien de tous les effectifs, des équipes. Et engager sans attendre une révolution culturelle tellement nous avons été happés par le productivisme automobile du capitalisme : oui, nous prendrons les transports en commun, d'autant plus qu'ils seront gratuits, nous savons marcher et nous savons rouler à vélo ! Avec une production auto très largement diminuée, oui, nous saurons aussi instaurer un autre usage, un usage partagé de la voiture !

¹ SMR : mini-réacteurs sous-marins implantés le long des côtes, que Macron souhaite développer.

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES CôTES-D'ARMOR

Action pour le retour à deux agents par camion de salage/déneigement

En 2020, le conseil départemental du 22, à majorité de droite, avait voté le passage à un agent par saleuse, malgré l'opposition des personnels et des syndicats, des actions comme l'envahissement de l'hémicycle avaient entraîné le report des sessions des élus. Au budget 2021, la mise en place de cette organisation de viabilité hivernale avait conduit à la suppression officielle de 22 postes sur les routes départementales.

La CGT, à la tête de l'intersyndicale, a mené plusieurs actions, mais sans obtenir le retrait de cette mesure. Mais, suite au travail de la CGT en CHSCT, le conseil départemental avait été contraint de confier deux enquêtes au centre de gestion des Côtes-d'Armor et à l'inspection du travail. Les conclusions accablantes de ces audits ont débouché sur des préconisations que la collectivité a minimisées.

Des agentEs anxieux, stressés mais remontés

Le 1^{er} juillet 2021, la nouvelle majorité de gauche (PS-PC-EELV) prenait les rênes du département. La CGT, sans grande illusion, n'imaginait tout de même pas tomber sur l'attitude de cette nouvelle majorité au cours de la séance du budget modificatif lors de la journée d'action du 15 novembre. Sans état d'âme ni aucun remord, le nouveau président (PS) a en effet prolongé le travail de casse du service public. À l'appel de la CGT, de FO et SUD¹, 80 agents ont envahi une nouvelle fois l'hémicycle lors de la session budgétaire pour dénoncer les suppressions de personnel et demander un moratoire sur la conduite à un des saleuses (14 circuits à un en 2020, les 24 circuits en 2021). L'évaluation des risques faite par l'administration conclut à plus de 90 % de risques importants ou critiques dans cette situation dangereuse de travail isolé.

Les seules propositions à l'issue de cette action sont la mise en place d'un nouveau DATI (dispositif alerte tra-vailleur isolé), le troisième en deux ans, et l'annulation de la suppression de 11 postes... déjà actée par une grève en début 2021.

Bilan de l'action du 15 novembre : du fuitage de gueule et des agentEs anxieux, stressés mais remontés. La discussion du budget, reportée au lundi 29 novembre, était déjà dans notre viseur. Et, fait extraordinaire, victime de son courage politique, la majorité a décidé de tenir la session samedi 20 novembre, journée où les agentEs du conseil départemental ne travaillent pas et où les locaux du CD 22 et de la préfecture sont fermés à double tour. Nous avions connu une gôche caviardée, nous avons désormais une gôche bunkérisée. Et nous nous attendons patiemment à de bonnes averses de neige...

Correspondant comité Nathalie le Mel

1 – La CFDT brillant par son absence.

Ainsi, une usine en parfait état de marche, équipée de matériel ultra-moderne, que ses salariéEs ont fait tourner pendant des années, serait promise à la casse! Parce qu'elle ne dégagerait pas assez de bénéfices pour ses actionnaires? Quel gâchis!

L'usine fermerait à cause de la grève? Mensonge!

Mais il est plus que probable que ce n'est pas de l'usine dont veut se débarrasser le groupe Norac, mais de ses salariéEs dont il estime qu'ils et elles lui coûtent trop cher, même après avoir réussi à baisser leur salaire par cette entourloupe d'accord de performance collective (APC) imposé à coup de chantage à la fermeture. Au moment de la signature de l'APC, 35 personnes l'ont refusé et ont

SÉCURITÉ SOCIALE

La « grande Sécu » : progrès ou régression ?

Le ministre de la Santé Olivier Véran a demandé au « Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie » (HCAAM) d'étudier une modification de la part respective des remboursements des soins partagés entre la branche maladie de la Sécurité sociale, qui rembourse plus des trois quarts des soins, et les complémentaires (mutuelles, institutions de prévoyance et assureurs privés). Une fausse bonne idée?

Le rapport qui devait être publié le 18 novembre, à l'issue d'une réunion du HCAAM, n'a pas été rendu public, les représentants des complémentaires santé s'étant insurgés contre la potentielle réforme. Cependant plusieurs journaux avaient déjà dévoilé les grandes lignes du texte. Quatre scénarios sont proposés : parmi de nombreuses mesures envisagées, le premier expose des mesures qui étaient déjà envisagées comme la mise en place d'un bouclier sanitaire, le deuxième propose une « Grande Sécu », le troisième envisage une complémentaire universelle et obligatoire et le dernier suggère une assurance supplémentaire qui rembourserait seule plusieurs prestations (optique, dentaire...) et les dépassements d'honoraires.

Des indéniables progrès...

C'est le projet de « Grande Sécu » qui est le plus largement développé dans le rapport et qui suscite les plus de débats. Les assuréEs sociaux seraient remboursés à l'identique des malades en affection de longue durée, donc sur la base des remboursements définis par la Sécurité sociale pour la prise en charge des soins dispensés par un professionnel de santé conventionné. Le document affirme que cela permettra de rendre aux assurés sociaux « sous forme d'augmentation de leur pouvoir d'achat une fraction importante des charges de gestion des complémentaires ». Tous les tickets modérateurs (reste à charge de l'assuré) seraient supprimés. La Sécu rembourserait les différents forfaits à l'hôpital, les chambres particulières



NPA 34

seraient prises en charge par les complémentaires ainsi que les dépassements d'honoraires lors d'une période transitoire car le HCAAM envisage de remettre à plat la rémunération des médecins. Concernant l'optique, le dentaire et les audioprothèses, la Sécu ne prendrait en charge que les actes du panier « 100% santé » (un choix d'audioprothèses, de lunettes et de prothèses dentaires actuellement remboursées par les mutuelles et la Sécu). Pour les participations financières restant à la charge de l'assuréE, le rapport évoque le versement « d'une franchise annuelle forfaitaire » qui permettrait d'éviter de payer des sommes élevées. La reprise des salariés des complémentaires par la Sécu ou la reconversion

professionnelle sont aussi envisagées dans le rapport.

... altérés par une importante régression

Selon le HCAAM, cette réforme coûterait 22,4 milliards d'euros à la Sécu. Le coût annuel de gestion de la branche maladie de la Sécu (6,9 milliards d'euros) est moins élevé que celui des complémentaires (7,6 milliards) alors que la Sécu couvre 79 % des dépenses et les complémentaires 13 %. Une grande partie des frais de gestion des complémentaires (5,4 milliards) seraient économisés et les cotisations afférentes transférées à la Sécu, mais cela ne suffirait pas à financer la « Grande Sécu ». Les cotisations patronales pourraient augmenter d'autant plus que la participation des employeurs au financement des complémentaires serait fortement réduite mais ce n'est pas ce qui est envisagé par le Haut conseil qui envisage une augmentation des « prélèvements obligatoires » et propose de mobiliser la TVA et les ITAF (impôts et taxes affectées à la protection

sociale, essentiellement la CSG), autrement dit de fiscaliser la Sécurité sociale !

Le financement par l'impôt de la branche maladie de la Sécu devenu majoritaire pourrait ainsi se généraliser, exonérant toujours plus les employeurs de leurs contributions au financement. Cela pèserait sur les revenus d'activité (salaires, traitements, participation, intérêsement), les revenus de remplacement (pensions de retraite, d'invalidité, allocations chômage, RSA, pré-retraite, indemnités journalières pour maladie, maternité, accidents). Par contre les employeurs vont être dispensés du paiement de la part patronale de la cotisation sociale à l'assurance maladie, tandis que les salariés vont constater sur leurs bulletins de salaire une baisse du salaire brut puisque le salaire socialisé ne financera plus les prestations maladiées. Ce glissement vers la fiscalisation totale de la Sécu a pour corollaire l'étalement de la Sécu, elle justifie le poids toujours plus croissant de la prise de pouvoir de l'État dans la gestion de la Sécurité sociale et l'anéantissement du peu qui restait de la démocratie sociale.

Ce que nous voulons

Nous sommes d'accord pour le remboursement intégral des dépenses de santé par un seul et unique organisme, la Sécurité sociale, et nous voulons que le « 100 % Sécu » soit financé par la part patronale de nos cotisations sociales. Nous voulons aussi que les organismes de Sécu soient gérés démocratiquement par des représentantEs des assurés sociaux élus et révocables démocratiquement.

S. Bernard

1 – Voir, dans *l'Anticapitaliste* du 4 novembre 2021, le dossier « la Sécu sur la sellette », et notamment l'article portant sur les rapports qui sapent la Sécu.

2 – Les charges des ménages s'élèvent à 7 % et l'État paie 1 % des dépenses (source: les chiffres clés de la Sécu en 2020).

GRIGNY (91) Bergams : usine liquidée, usine occupée!

L'annonce, le mercredi 17 novembre, de la décision du tribunal de commerce, suite à la demande de liquidation de la direction, a été un véritable coup de massue pour les salariéEs : liquidation sèche et immédiate.



étés licenciées. Pas assez sans doute, au goût de Norac qui projette probablement de robotiser tout ou partie des chaînes de production comme il l'a fait à Daunat. Et cela bien avant la grève qui a démarré le 14 septembre dernier. Tout en donnant la parole aux ouvrierEs, une partie de la presse a complaisamment relayé les propos de la direction : l'usine fermerait à cause de la grève. C'est un pur mensonge! L'usine n'a pas d'autre raison de fermer que la volonté de ses patrons de rentabiliser encore une production, sandwichs et

salades ultra-fraîches, qui a repris de plus belle après le covid parce que la demande est de plus en plus forte. Alors, face à cette violence considérée comme normale par les institutions et tous les pouvoirs, les grévistes ont

décidé de continuer de tenir le piquet de grève 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, et d'occuper l'usine malgré les difficultés énormes qu'entraînent des payes à zéro. Cette usine, elle est à eux, leur travail a rentabilisé les installations depuis belle lurette. Il faut empêcher que les patrons puissent sortir les machines, il faut maintenir un rapport de forces, que les salariéEs fassent respecter au mieux leurs intérêts et leurs droits!

CorrespondantEs 91

Cagnotte en ligne: <https://www.cotizup.com/solidarite-grevistes> ou <https://www.cotizup.com/pourlescamarades>

ÉDUCATION NATIONALE Blanquer « l'annulateur » qui vient

La fin de l'année 2020 et le début 2021 ont résonné au bruit des vitupérations ministérielles contre « l'islamo-gauchisme » (universitaire, mais qui « gangrène » aussi toute la société française). Le débat parlementaire sur le « séparatisme » devait avoir sa musique d'ambiance, certes. Blanquer a toutefois jugé nécessaire d'étendre un peu le répertoire en se lançant, depuis juin, dans la lutte anti-« woke ».

Aiguillonné dans ce sens au Parlement par le député LR Aubert (déjà auteur de dénonciations d'universitaires sur un réseau social après l'assassinat de Samuel Paty) le ministre de l'Éducation

nationale s'est emparé du rapport établi par « l'Observatoire du décolonialisme et des idéologies identitaires » pour s'attaquer au « wokisme », perversion étrangère, venue des « campus américains » et se répandant « dans les universités du monde entier ».

RETRAITES L'intolérable appauvrissement régulier des retraitéEs

1,1% : c'est le taux de la revalorisation que connaîtra la retraite de base en 2022. Ceci alors que, selon l'INSEE, les prix à la consommation ont augmenté de 2,6% sur un an (octobre 2021 par rapport à octobre 2020). Les pensions complémentaires des 13 millions d'anciens salariés du privé n'ont été revalorisées que de 1% au 1^{er} novembre. Une décision prise par les syndicats et le patronat qui gèrent la caisse de retraite Agirc-Arrco.

Certes, Emmanuel Macron a estimé que «les conditions ne sont pas réunies» pour relancer le chantier de la réforme des retraites, qu'il a repoussé à 2022 : «Dès 2022, il faudra pour préserver les pensions de nos retraités et la solidarité entre nos générations, prendre des décisions claires». Mais en fait, depuis des années, des millions de retraitéEs, femmes et hommes perdent du pouvoir d'achat en France.

Le niveau de vie des retraitéEs recule

En théorie, est prévue une indexation des pensions du régime général, sur les prix à la consommation. Les retraites complémentaires Agirc-Arrco ont adopté un dispositif similaire. Mais, en réalité, le pouvoir d'achat des retraitéEs baisse systématiquement chaque année depuis maintenant sept ans. Le gouvernement de Manuel Valls avait commencé en 2014, suivi par les co-gestionnaires de l'Agirc-Arrco. Depuis, les hausses ont été plus rares que les gels. Dans son programme électoral de 2017,

Emmanuel Macron avait pourtant promis que «nous ne toucherons pas à l'âge de départ à la retraite ni au niveau des pensions». Mais, dès l'été 2018, le gouvernement Philippe annonçait le gel pour les deux années suivantes. Résultat : d'après les calculs des *Échos*, dans la décennie qui a précédé l'épidémie de covid, le pouvoir d'achat lié aux pensions a perdu près de 0,5% par an. De gels en sous-indexations, le niveau de vie recule.

Des millions de retraitéEs dans la misère

Pour ce qui est de la fonction publique, quand le point d'indice des fonctionnaires d'État est gelé, leurs salaires augmentent tout de même un peu à l'ancienneté. C'est le GVT, le «glissement vieillesse technicité». Quand le point d'indice des retraitéEs est gelé, il n'y a rien pour compenser. Les manifestations régulièrement organisées, comme début octobre, par les organisations syndicales de retraitéEs sont méprisées par les gouvernements successifs.



Certes, les retraites avaient progressé pendant les décennies 1970 et 1980. Mais depuis 1993 (réforme Balladur), la stagnation puis les reculs ont commencé. S'y est ajoutée la hausse de la CSG en janvier 2018, décidée par Macron, sur laquelle il n'est que partiellement revenu après les Gilets jaunes. Aujourd'hui, le niveau de vie des retraitéEs, comme le montrent les données du COR (Conseil d'orientation des retraites) comparé à celui de l'ensemble de la population diminue. Et, de plus, les chiffres moyens cachent des millions de personnes dans la misère.

Préparer les esprits à une refondation inégalitaire

Le Conseil d'orientation des retraites prévoit que le taux de remplacement à la retraite d'un non-cadre du secteur privé devrait chuter de 74% du dernier salaire aujourd'hui aux alentours de 63 à 65% pour la génération née en 1990. Cette évolution est cautionnée par celles des organisations syndicales qui participent au fonctionnement des régimes de retraites notamment complémentaires. Elle est le prélude à l'offensive globale que prétend mener Macron. L'espérance de vie s'allonge (du moins l'espérance de vie totale, pour l'espérance en bonne santé, c'est moins le cas), c'est positif même si c'est très inégalitaire selon les métiers antérieurement occupés. La stratégie de Macron, dans la continuité des gouvernements précédents, consiste à déconsidérer et saper le système de répartition pour le remettre en cause en lui refusant les moyens de son financement, en particulier par une hausse des cotisations patronales.

Henri Wilno

SAM Urgence pour l'usine et les emplois que Renault et le gouvernement veulent détruire !

Le report, vendredi 19 novembre, d'une décision du tribunal de commerce de Toulouse, conditionnée à un accord toujours refusé du gouvernement et de Renault, montre l'intensité de la menace contre la SAM. Depuis le lundi 22 novembre à 5h du matin, l'usine est totalement bloquée.

les seuls patrons, a décidé vendredi 19 novembre d'un report de quelques jours. Comme dans un mauvais film, il a fallu attendre la veille pour apprendre le dépôt d'un nouveau projet présenté par le retraité du mois de juin. Son contenu est toujours tenu secret. Ayant eu quelques heures pour l'examiner, le tribunal de commerce a demandé à Renault et au gouvernement des engagements non encore fournis avant de statuer dans le courant de la semaine. Encore un espoir déçu pour la SAM car la région Occitanie présidée par Carole Delga (PS) avait

laissé croire que cette fois c'était la bonne.

Le verrou est politique

Des mois de fausses promesses, et le gouvernement avec Renault se refuse toujours à avancer des solutions préservant non seulement les 350 emplois encore existants à la SAM, mais même les 250 emplois que la CGT avait finalement accepté comme chiffre minimum. Renault, qui a bénéficié plus de 4 milliards d'euros d'argent public, voudrait laisser crever une usine comme la SAM et le gouvernement

cautionne. Le tournant vers les véhicules électriques sert de prétexte à la liquidation de tout ce secteur des fonderies. Précédemment car la SAM comme d'autres fondeurs ont montré leurs capacités à produire des pièces pour des véhicules électriques.

Le 1^{er} décembre la CGT appelle à un rassemblement régional devant la SAM. C'est la première initiative large de la CGT dépassant les limites du bassin de Decazeville et du département de l'Aveyron. Le temps presse.

Blog NPA auto-critique

Panique morale nationaliste et raciste
Le «wokisme», terme jeté pour (dis-)qualifier toute pensée critique de la domination et de la discrimination, c'est aussi la promesse de l'intolérance de la «cancel culture», menace jugée désormais omniprésente, contre la liberté d'expression. Pire encore, selon l'un des fins esprits servant de référence au ministre, ce nouvel obscurantisme serait «aux manettes de l'université, de la formation des enseignants et des citoyens de demain en leur fournissant les mots du discours qui justifient tous les séparatismes»¹.

«Cancel culture» d'État

Le «wokisme» et la «cancel culture» y sont devenus les cauchemars sur mesure autorisant la véritable offensive «annulatrice» menée tous azimuts contre toutes les contestations des dominations. Aux USA, par exemple, le gouverneur républicain de Floride, Ron de Santis,



annonçait en juin dernier une série de dispositions contre l'enseignement de la théorie critique de la race (critical race theory) dans les écoles de son État. Pire encore, en Floride, il s'agit maintenant de surveiller les convictions politiques

dans vingt-deux États. Cinq les avaient déjà adoptées en juin dernier. Même tendance dans les universités britanniques au nom de la «liberté d'expression» ou, comme aux US, au nom de la lutte contre la popularité du mouvement BDS invariablement accusé d'antisémitisme. En Europe, c'est en Hongrie que l'on constate l'offensive probablement la plus aboutie contre la liberté de recherche et de pédagogie : en août 2018, notamment, le gouvernement Orban avait annoncé l'interdiction pure et simple des études de genre dans l'enseignement supérieur. Blanquer-Vidal et tous leurs semblables ne manquent ni de précédents ni d'encouragements pour avancer dans la voie de la «cancel culture» d'État, la vraie, qui marche.

Thierry Labica

1 - Xavier-Laurent Salvador («linguiste»), *le Point*, 26 janvier 2021.

GROUPE LA POSTE

TravailleurEs sans-papiers exploités par DPD, en lutte pour être régularisés !

Le 16 novembre, 70 sans-papiers ont débuté un mouvement de grève en installant un piquet devant leur lieu de travail, la plateforme colis du Coudray-Montceaux (91), appartenant à l'entreprise DPD, une des filiales du groupe La Poste dans le secteur du colis.

Ces travailleurEs bossent dans des conditions inhumaines : horaires impossibles (qui peuvent être modifiés à la dernière minute), heures voire jours et semaines non payés, rythme de travail complètement dingue (quinze minutes pour décharger un camion par exemple)... Ils réclament que DPD leur fournit les CERFA qui permettraient leur régularisation, et les embauche en tant que salariés à part entière. Car ils ne sont pas, en effet, directement employés par DPD. Tous sont intérimaires, soit via une société (Mission Intérim) utilisée directement par DPD, soit via un sous-traitant (Derichebourg), qui utilise sa propre agence d'intérim (parce que oui, c'est légal). Il s'agit donc exactement du même système de sous-traitance en cascade que celui mis en place dans une autre filiale de La Poste traitant du colis, à savoir Chronopost. Durant sept mois, entre juillet 2019 et janvier 2020, des travailleurs sans-papiers de l'agence d'Alfortville (94) ont mené une lutte (victorieuse) pour leur régularisation¹. Victoire également, tout récemment, pour les grévistes de Stuart (toujours une filiale de La Poste, cette fois pour les livraisons) qui bossent au Monoprix de Belleville².



DR

Cynisme vs solidarité

La lutte qui vient de commencer est donc la troisième grève de travailleurs sans-papiers à La Poste. Et pourtant, ses directions ne se déparent pas de leur attitude de cynisme et de mépris absolu. C'est toujours le même discours : on ne connaît pas ces gens, circulez y a rien à voir. La direction de DPD assure ainsi «qu'aucun lien entre [les grévistes] et DPD France ne peut être avéré à ce stade». En d'autres termes, le patronat postal les connaît quand il s'agit de les surexploiter, mais plus du tout quand ils réclament leurs droits.

Mais les DPD ne manquent ni de ténacité ni de soutien. Cela fait plus d'une semaine maintenant qu'ils tiennent le piquet jour et nuit. Outre le CTSPV (Comité de travailleurs sans-papiers de Vitry) au sein duquel ils sont organisés, ils reçoivent la solidarité politique et matérielle de, notamment, Solidaires 91, Sud Poste 91, la fédération Sud PTT, le NPA, l'AG interpro 91. Des élus apportent également leur soutien.

La question de l'unité est centrale dans ce combat, parce qu'en face il y a le deuxième employeur après l'État et qui est, de surcroît, couvert par ce dernier.

Édouard Gautier

1 - Voir *l'Anticapitaliste* n°506.

2 - Voir *l'Anticapitaliste* n°591.

Passer les soutenir : Chemin de Chavannes, 91830 Le Coudray-Montceaux

Lien vers la cagnotte en ligne : <https://www.cotizup.com/sanspapiersdpd>



Souscription du NPA



Mobilisons-nous contre le monde d'avant : les contre-réformes sociales, les lois racistes et liberticides, les violences policières, la destruction des services publics, tous les impérialismes, la catastrophe climatique. Toutes et tous, mobilisons-nous pour le monde d'après, pour l'écosocialisme ! Une société débarrassée de l'exploitation et de toutes les oppressions. Un mode de production où les besoins sociaux seront déterminés de manière démocratique et écologique. À son échelle, dès maintenant, et sur tous les terrains, le NPA peut jouer son rôle de parti politique dans la longue marche vers l'écosocialisme. Mais faire de la politique coûte cher. Vos dons sont donc plus précieux que jamais !

INFOS PRATIQUES Deux moyens de paiement : **le chèque à l'ordre de «NPA souscription» et la carte bleue en ligne à souscription.npa2009.org** ◆ Une seule limite de datation et d'envoi de vos chèques : avant le 31 décembre 2021 à minuit. ◆ Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque, précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port.

MENTIONS LÉGALES Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66 % de leur montant, dans la limite de 20 % du revenu imposable. ◆ Tous les dons effectués jusqu'au 31 décembre de l'année N seront déductibles lors de la déclaration de l'année N+1. ◆ Une personne physique peut verser un don à un parti ou groupement politique si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. ◆ Les dons consentis et les cotisations versées en qualité d'adhérent·e d'un ou de plusieurs partis politiques par une personne physique dûment identifiée à une ou plusieurs associations agréées en qualité d'association de financement ne peuvent annuellement excéder 7 500 euros. ◆ Les personnes morales à l'exception des partis ou groupements politiques ne peuvent contribuer au financement des partis ou groupements politiques en consentant des dons, sous quelque forme que ce soit, à leurs associations de financement ou à leurs mandataires financiers. ◆ Aucune association de financement d'un parti ou groupement politique ne peut recevoir, directement ou indirectement, des contributions ou aides matérielles d'un État étranger ou d'une personne morale de droit étranger. ◆ L'association de financement «NPA souscription» a reçu de la CNCCFP l'agrément N° 09932 du 06 avril 2009. ◆ Les dons versés à l'association de financement «NPA souscription» sont destinés au NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste). ◆ Les personnes ne respectant pas la législation sur les dons aux partis et groupements politiques peuvent être punies de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende. ◆ Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en écrivant à : **NPA SOUSCRIPTION – 2, RUE RICHARD-LENOIR - 93100 MONTREUIL**. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

NOM		
PRÉNOM		
ADRESSE		
CODE POSTAL	VILLE	
MONTANT	€	

Chèque à l'ordre de «NPA souscription» à remettre à un·e militant·e ou à envoyer à : **NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil** avec le coupon détachable dûment rempli.

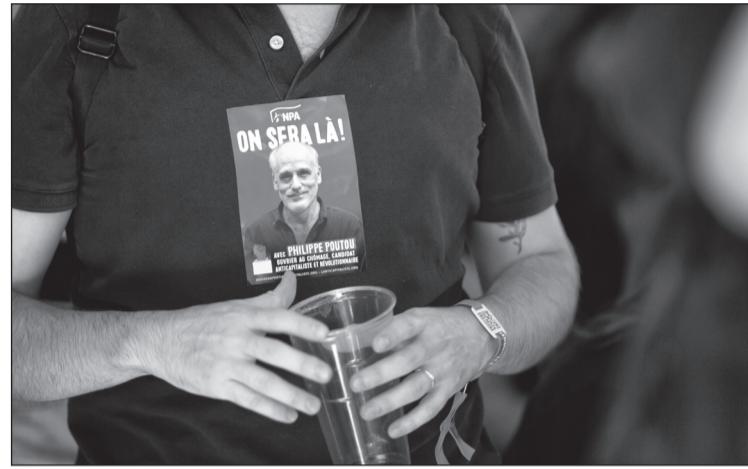
Initiatives unitaires

Contribution du NPA à l'assemblée anticapitaliste, alternative et écologiste du jeudi 11 novembre 2021

Le 11 novembre s'est déroulée, à l'appel d'une dizaine de collectifs et organisations¹, une «assemblée anticapitaliste, alternative et écologiste», qui a réuni plus d'une centaine de personnes. Nous publions des extraits de la contribution que le NPA a envoyée à cette occasion.

Nous nous félicitons de la tenue de cette Assemblée qui montre que, même en période de campagne électorale, des regroupements, associations, organisations anticapitalistes considèrent le débat autour des enjeux de la période et des réponses à y apporter comme une urgence partagée. Nous partageons les préoccupations exprimées dans le texte d'appel concernant la dénonciation du mode de production capitaliste, et des dangers qui menacent l'humanité, en particulier sur le plan écologique et de la montée de l'extrême droite, ainsi que le projet de rupture avec le capitalisme, de la construction des luttes dans une perspective d'auto-organisation et d'autogestion. Dans ce débat, nous voudrions porter trois points qui, nous le savons, font discussion entre nous toutes et tous :

- L'enjeu de la construction de cadres unitaires pour appuyer, étendre et si possible généraliser les luttes : pas de trêve électorale pour les luttes ;
- Pour répondre à l'émiéttement des luttes et à la défiance politique généralisée des nouvelles générations militantes : l'actualité d'un parti politique pour la transformation révolutionnaire à partir des luttes et de l'auto-organisation des salariéEs et des oppriméEs elles et eux-mêmes ;
- Face à la crise systémique et protéiforme du capitalisme, il ne peut pas y avoir de demi-mesures, il faut un projet de rupture avec ce système basé sur la défense de la propriété privée et qui porte une



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

perspective d'émancipation de toutes les formes d'oppression et de domination qu'on l'appelle communisme, écosocialisme ou autogestion.

Les luttes sont le socle d'un changement émancipateur

Dans les séquences électorales, il est courant que les luttes perdent toute visibilité médiatique alors qu'elles sont loin de disparaître. Ce qui rend leur émiéttement encore plus lourd de menaces. Une des causes de la perte de visibilité et de l'émiéttement est l'absence de tout cadre et de toute initiative nationale se fixant un objectif de convergence et un plan de bataille capable de donner confiance dans la possibilité de bousculer les rapports de forces avec le gouvernement et avec la minorité de possédants. Discuter de nos capacités, à la hauteur de ce que nous sommes, de proposer et de défendre des revendications qui fassent converger réponses

écologiques face à l'urgence climatique, réponses sociales (salaires/conditions de travail/logement), lutte contre l'autoritarisme et les oppressions pour fédérer les luttes existantes est une de nos priorités. Nous savons que lorsque les luttes s'imposent sur le devant de la scène politique, les voix de l'extrême droite deviennent inaudibles. Et que ce sont les mobilisations de masse, les grèves dans la durée, leurs convergences dans un mouvement d'ensemble, qui peuvent donner une perspective politique crédible, concrète, au monde du travail, à touT·Es les oppriméEs et les exploitéEs.

Construire un parti de transformation révolutionnaire pour tous les anticapitalistes

Pour nous le projet de construction d'un parti politique répond à deux besoins fondamentaux pour que celles et ceux qui luttent se sentent légitimes : construire une mémoire

des luttes à partir de l'analyse des rapports de forces, et cette mémoire ne peut être que collective et donner une compréhension du système d'exploitation et de domination qui nous opprime ; produire un projet alternatif qui arme pour contester point par point le système capitaliste.

Enfin, le sens d'un parti est de proposer la coordination des actions de touT·Es pour poser la question du pouvoir politique : ôter à la bourgeoisie et son État la direction de la société, que les classes populaires prennent le pouvoir pour engager une transformation révolutionnaire de la société.

Parce que discuter d'un projet de rupture avec les logiques mortifères du capitalisme, ne peut aboutir qu'à poser la question du pouvoir : qui décide ? pour répondre à quels besoins ? avec quels moyens pour mettre en œuvre les décisions ? Ces questions doivent devenir des questions politiques centrales dans tous les lieux de travail et d'études, dans les quartiers, jusqu'au cœur des familles. Et poser comme postulat qu'il n'y a pas de spécialiste savant, mais que les premierEs concernéEs sont les plus compétentEs pour établir un diagnostic, réfléchir et rechercher des solutions puis faire des choix parmi les différentes possibilités avant de les mettre en œuvre et de les valider ou invalider. Dire cela revient à assumer une rupture irréversible avec les règles d'or du capitalisme et les institutions qui le préservent.

1 – Association des communistes unitaires, Autogestion et Émancipation (courant d'Ensemble), Cerises – la coopérative, Émancipation collective, Émanciper, L'offensive, Maison commune de la décroissance, NPA, PEPS (Pour une écologie populaire et sociale), Plein le dos, Rejoignons-nous, Réseau 3AEF (Autogestion, Alternatives, Altermondialisme, Écologie, Féminisme), Se fédérer...

#Poutou2022

Aller aux parrainages, enrichissant et formateur!

Entretien avec Diego Moustaki, du NPA Paris 19^e.

C'est ta première campagne présidentielle ?

Oui, dommage que je ne sois pas trop dispo. Je bosse, je suis très investie dans l'équipe sites et réseaux sociaux, dans la commission LGBTI. Via la coordination 75, je participe à la préparation de manifs, à la redynamisation de mon comité mais j'essaie de trouver des moments pour partir en tournée. Juste après la conférence nationale qui a voté la candidature de Philippe, je partais en vacances dans l'Ain. En contact avec les camarades de la région, j'en ai profité pour parcourir le canton de Gex. Puis je suis allée un week-end dans l'Eure-et-Loir en septembre. Pour les ParisienEs, il n'y a aucune possibilité d'avoir des parrainages en Ile-de-France, il nous faut partir loin pour renforcer les équipes dans les départements où il n'y a pas ou peu de militantEs.

Comment s'est organisé ton séjour de trois jours en Haute-Marne en novembre ?

Je suis partie avec une camarade du comité 18^e. L'équipe signatures du 75

qui gère six départements nous avait préparé des parcours sur quatre cantons. Nous sommes passées dans la quasi-totalité des 60 communes. Sur les permanences du samedi, aucun maire n'était présent. Nous sommes allées au domicile de 23 maires, et nous en avons vu neuf. Nous avons enregistré un non ferme, un maire qui avait déjà parrainé et surtout beaucoup d'hésitantEs. Ce qui est difficile pour nous de RP, c'est le suivi... vu les distances.

Comment vis-tu ces premières recherches de parrainages ?

Une expérience extrêmement enrichissante sur le plan politique, très formatrice surtout pour des parisienEs. On discute politique avec d'autres personnes que des militantEs, et qui ne sont pas citadins. Ça nous oblige aussi à être à l'écoute. J'ai été très surprise que tous les maires connaissent Philippe. Du coup l'argumentaire démocratique prend encore plus sens. Et quand on les informe qu'il est conseiller municipal à Bordeaux, ça crédibilise encore plus sa candidature. Il connaît le terrain lui ! Cela montre que le NPA est de toutes les résistances du local au national. Les discussions sont



Agenda

Mardi 30 novembre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Strasbourg. À 19 h 30, FEC, 17, place Saint-Étienne à Strasbourg.

Jeudi 2 décembre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Rennes. À 19 h, Maison de Quartier de Villejean, 2, rue de Bourgogne à Rennes.

Mercredi 8 décembre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Grenoble. À 20 h, Office du tourisme de Grenoble, 14, rue de la République.

Vendredi 10 décembre, réunion publique du NPA avec Pauline Salingue, Orléans. À 20 h, salle Eiffel, 17, rue de la Tour-Neuve.

Samedi 11 décembre, fête du NPA 92 avec Philippe Poutou, Nanterre. De 17 h 30 à 2 h, meeting à 19 h 30, Ciné-Art, 5 bis, rue des Anciennes Mairies (RER).

Jeudi 16 décembre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Beauvais (60). À 20 h, amphithéâtre du Pré-Martinets.

Lundi 17 janvier, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Rouen. À 20 h, à la Halle aux Toiles, 19, place de la Basse-Vieille-Tour, M^e Théâtre-des-Arts.

Essai

Face au Covid-19, nos exigences, leurs incohérences, d'Alain Bihr

Éditions Syllèse, collection «Coup pour coup», 98 pages, 5 euros.

Publié dans la petite collection «Coup pour coup», aux éditions Syllèse, l'ouvrage d'Alain Bihr est un livre militant. À partir d'une analyse de la crise à la fois mondiale et «multidimensionnelle» déclenchée par l'épidémie de Covid-19, l'auteur souhaite apporter une contribution au débat au sein des forces anticapitalistes «pour faire évoluer le rapport de force en leur faveur, voire pour tenter d'ouvrir des brèches susceptibles de s'élargir sur des perspectives révolutionnaires».

Le capitalisme face à ses contradictions

Les premiers chapitres reviennent sur les origines et les causes du développement de la pandémie. Ils montrent comment celle-ci a brusquement rappelé au monde que la santé est un bien public, a bousculé le dogme d'un «capital santé» dont chacunE serait individuellement responsable et mis en cause les politiques libérales d'austérité et de privatisation des systèmes de santé. Cette crise a placé le capitalisme et ceux qui en sont l'incarnation face à une contradiction : impératif de maintenir à tout prix la production de marchandises, sans laquelle le capital ne peut se reproduire, mais «en même temps» nécessité de préserver, à minima, la force de travail, sans laquelle la production capitaliste n'est pas possible (risques de mortalité massive, de «désertion» des lieux de travail, et/ou d'explosion sociale). Il en a résulté la politique de stop (mesures autoritaires) and

go (allégement des contraintes) qui a été décidée par les représentants des classes dominantes, au rythme des «vagues» successives de la pandémie.

Trois scénarios possibles de sortie de cette crise

Alain Bihr envisage trois scénarios possibles de sortie de cette crise, en fonction des rapports de forces sociaux. Le premier, le plus défavorable, est la poursuite, si le Capital conserve la main, du «business as usual», avec un durcissement des conditions d'exploitation (précarisation...), et un renforcement des politiques austéritaires, répressives et de contrôle social. Le deuxième, réformiste, est celui d'un «green new deal», qui romprait partiellement avec les politiques libérales. L'auteur (s'appuyant sur les exemples des USA et de l'Europe) considère toutefois ce scénario comme très improbable, faute de forces pour le réaliser.

Le 3^e scénario, celui dans lequel s'inscrit A. Bihr, suppose une modification radicale des rapports de forces actuels. Pour y parvenir, l'auteur apporte sa contribution sous forme de propositions programmatiques partant des exigences immédiates de la situation pour aller vers une transformation d'ensemble de la société, rompant avec le capitalisme. Cette démarche recoupe ce que la tradition des premiers congrès de l'internationale communiste perpétuée par le mouvement trotskiste appelle revendications, programme et stratégie de transition. Elle est



développée en plusieurs chapitres répondant de manière concrète et juste aux différents aspects de la crise :

- «Imposer une sortie de la pandémie à nos conditions»
- «Imposer une reprise de la production à nos conditions»
- «Pour une socialisation du système de santé»

Elle se situe dans une perspective écosocialiste, rompant avec le capitalisme et débouchant sur une société communiste.

Convaincre ou contraindre : un débat «non pertinent» ?

Un chapitre de l'ouvrage traite de questions d'actualité liées aux politiques menées par le pouvoir (pass sanitaire, vaccination). Anti pass et défenseurs du pass y sont renvoyés dos à dos, comme les deux faces de la même médaille libérale, qui fait de la santé une affaire individuelle. L'auteur oppose aux uns et aux autres «l'obligation vaccinale généralisée, seule cohérente avec la dimension de bien public de la santé».

Poser ainsi la question élude pourtant un point essentiel. Une politique de santé publique de lutte contre la pandémie ne peut être construite qu'avec l'adhésion de la population permettant sa mobilisation active. Or celle-ci est incompatible avec une obligation accompagnée de sanctions. Les mesures de contrainte sous la forme hypocrite, macronienne ou sous la forme d'une obligation généralisée accompagnée de sanctions, avant d'être «liberticides» sont d'abord peu efficaces. Elles le sont beaucoup moins que des politiques de santé communautaire allant sans les contraindre au devant de celles et ceux qui n'ont pas les moyens ou refusent de se protéger. L'exemple de la lutte contre le VIH, avec la participation des associations, ou de la lutte contre le choléra, Ebola ou Zika dans les pays les plus pauvres en atteste.

L'auteur perçoit d'ailleurs bien la difficulté : dans ses propositions il aborde la nécessité d'intervenir «dans ou en marge des mobilisations actuelles contre le pass sanitaire», en présentant la vaccination comme une «obligation éthique», c'est-à-dire une norme, dont il faut convaincre ; ce qu'il précise en affirmant que la lutte contre la pandémie doit être conduite comme une «opération de santé publique et non pas comme une opération de police».

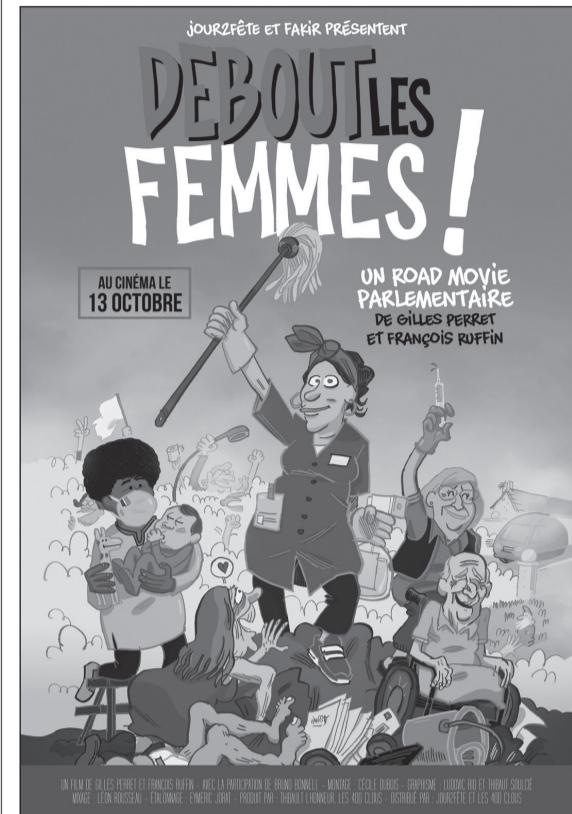
Un débat à poursuivre donc sur ce point, comme sur l'ensemble des propositions de l'ouvrage.

Jean-Claude Laumonier

Cinéma

Debout les femmes!, de François Ruffin

Documentaire français, 1h25 min, sorti le 13 octobre 2021.



En mission parlementaire avec l'objectif de proposer une loi pour la revalorisation des «métiers du lien», métiers des premières de corvée, François Ruffin part dans la région d'Amiens avec le député LREM Bruno Bonnel, chef d'entreprise. Ce dernier découvre les «invisibles», qui ne le sont que pour ceux qui ne partagent pas le quotidien de notre classe.

Salariées invisibles

L'intérêt du film est la rencontre avec des AVS, aides à domicile, AESH, femmes de ménage... en pleine pandémie, en partie durant le confinement. Ces salariées, ces «invisibles» levées à 5 heures du matin pour faire le ménage de bureaux que leurs utilisateurs trouvent propres tous les matins sans jamais voir celles par qui s'opère ce miracle. On y rencontre des AESH qui accompagnent dans les écoles les enfants en situation de handicap pour moins de 700 € par mois, sans aucune formation sérieuse, précaires des précaires, non reconnues, sans statut. On est touché par les AVS (assistantes de vie sociale) qui sont payées une misère pour les soins quotidiens, (toilettes, repas, ménage...) aux personnes malades, handicapées, ou tout simplement âgées qui attendent ce moment d'intimité, d'humanité, souvent le seul de la journée et qu'elles n'auront pas le temps de donner... en 30 minutes !

Toutes ont fait le choix du soin, du lien, et clament leur souffrance de ne pouvoir exercer humainement leur travail, calibré, minuté, mal payé, méprisé parce que, disent-elles, ce sont des métiers «de femmes». Ruffin se met en scène, et montre l'impuissance et l'impasse du cadre institutionnel qui est le sien, puisque tous les articles de la loi seront rejetés. Il met en scène à la fin un parlement imaginaire des femmes, qui nous fait vibrer lorsqu'elles entament le chant féministe «Debout!», mais il ne montre pas la seule chose qui fera avancer leur cause, leurs luttes, à l'image des femmes de ménage de l'hôtel Ibis, ou de l'organisation et des grèves des AESH.

Christine Héraud

**COMMANDÉZ TOUS
VOS LIVRES À LA**

librairie

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

Bande dessinée

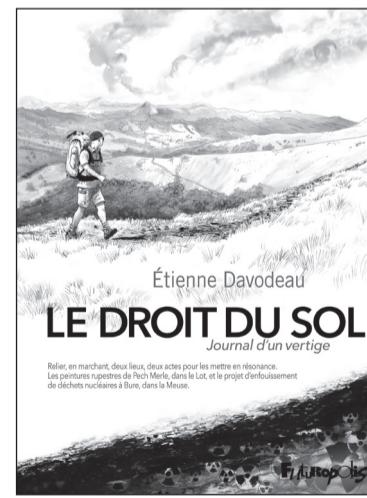
Le droit du sol, d'Etienne Davodeau

Éditions Futuropolis, 216 pages, 25 euros.

PassionnéEs de préhistoire, marcheurs, anti-nucléaire – cumul assez fréquent sans doute parmi le lectorat de l'Anticapitaliste – ce livre est pour vous ! Tâchez de le glisser dans la liste de vos cadeaux de Noël... Si vous ne faites (pas encore) partie d'aucune de ces catégories, dépêchez-vous de lire la bande dessinée d'Etienne Davodeau, de laquelle pourrait venir la révélation !

Déambulation à fleur de Terre

Réussite graphique et pédagogique, cet ouvrage, très documenté, est rempli de la poésie inhérente à la déambulation à fleur de Terre. Le dessin, très sobre, constitue en lui-même un hommage aux artistes de Pech Merle¹, qui ont orné cette grotte il y a plus de 20 000 ans et se trouvent au départ de ce curieux défi : relier, à pied, via les chemins marqués sur le sol, les témoignages légués aux générations futures et enfouis sous le sol, en des lieux séparés de plus de 800 kilomètres et en des temps distants de plusieurs milliers d'années. Autrement dit, marcher de la grotte de Pech Merle, dans le Lot, au centre Cigéo de Bure², dans la Meuse,

**Chemin faisant**

La narration, au contact direct des pierres du chemin, touche aux plus intimes convictions des marcheurEs au long cours et à leur pratique quotidienne de prendre pleinement la mesure du monde qui les englobe et de la nécessité de composer avec le sol lui-même... Alors, se demander pourquoi l'on marche – pourquoi l'on dessine, affaires de traces – n'a pas de sens, ce n'est pas la question. Marcher, c'est parcourir la peau de la Terre,

en toute humilité et (re)devenir partie vivante du tout Nature – fût-elle blessée, entamée, entachée, par l'activité humaine –, et philosophe, chemin faisant. La balade, ici, commence et se termine sous terre, cela nous amène à questionner notre rapport aux entrailles de notre planète : depuis le mystérieux legs de Sapiens, au fil des siècles, des artistes souterrains – qui nous font tant rêver – jusqu'à l'insupportable intrusion, pour les millénaires à venir, des nucléocrates de Cigéo – quel cauchemar !

Sapiens sapiens, écrivainE marcheurE

Davodeau marche au milieu de ses (nos) semblables, avec lesquels il échange de petites préoccupations du quotidien – manger, dormir, trouver son chemin – mais il sort des sentiers battus. Il ose progresser, littéralement, à rebours des chemins de Compostelle – et il est très mal vu d'aller à contre-courant ! En outre, il fait œuvre didactique en s'entourant d'invitéEs passionnantEs parmi lesquelEs : Bertrand Defois, du centre de préhistoire de Pech Merle, Ariane de la Chapelle, conservatrice au musée du Louvre,

spécialiste de l'histoire du papier, Bernard Laponche, ingénieur et ex du CEA, Marc Dufumier, spécialiste en agroécologie, Michel Labat, militant emblématique de l'opposition au centre Cigéo de Bure, Valérie Brunetière, sémiologue... TouTEs viennent exposer leurs connaissances savantes et sensibles, fruit de leur travail ou de leurs luttes, et finalement se rejoignent pour évoquer la trace. Davodeau les associe à son périple et mène avec elles et eux grande conversation – mais seul... Davodeau-marcheur sait qu'il en est ainsi : sur son chemin, l'on parle seulE avec des amiEs, avec des camarades qui, bien qu'absentEs, sont vraiment là... quand bien même ils et elles n'ont pas quitté la terrasse d'un café parisien ou un banc dans un square. Il nous délivre ainsi, à la façon des grands écrivains-marcheurEs, un ouvrage dont le discours émane d'un savoir incorporé et se construit pas à pas !

Vincent Gibelin

1 – Grotte de Pech Merle, dans le Lot.

2 – <https://www.pechmerle.com>

2 – <https://lanticapitaliste.org/actualite/ecologie/pour-labandon-du-projet-cigéo-et-la-relaxe-des-inculpées-bure>

MANIFESTATION DU 27 NOVEMBRE

« L'objectif est d'unir les entreprises en lutte pour gagner en puissance »

Entretien. À l'occasion de la manifestation organisée le 27 novembre à Paris pour exiger l'interdiction des licenciements, nous avons rencontré Catherine, déléguée syndicale CGT chez PPG (ex Joint français).

Peux-tu nous raconter le déroulé de votre lutte, de l'annonce du plan de licenciements (PSE) jusqu'à votre dernière audience au tribunal de Cergy le 15 novembre dernier : à partir de l'annonce de l'homologation, comment s'est enclenchée la bataille judiciaire et quelles sont les prochaines dates si tu les connais ? Comment sentez-vous les choses ?

Le 1^{er} octobre 2020, l'entreprise a annoncé la mise en place du plan social. Après la sortie du CSE (Comité social et économique), nous avons été sonnés, il nous a fallu une semaine pour organiser la résistance.

Les salariés nous ont fait confiance et sont restés calmes et dignes. Dès le départ, nous avions créé une intersyndicale : FO-CFDT-CGT-CFTC. Cette alliance a duré deux mois, puis nous avons continué avec la CGT et la CFTC. Cette stratégie a rassuré les salariés. L'action principale que nous avions mise en place était de nous opposer aux négociations en faveur de la conservation de nos emplois afin de mettre en place un rapport de forces par rapport à la multinationale PPG. Convaincre les 18 élus de soutenir « Non à la fermeture » et organiser la rencontre avec Fiodor Rilov qui fut le point de départ de notre lutte. Puis nous avons trouvé le cabinet d'expertise ALTER qui est le pilier rassurant au cœur de notre combat.

Nous avons fait un mois de grève avec occupation par un piquet de grève devant les grilles de la société. Notre mot d'ordre était que « rien n'entre sur le site et rien ne sort ! »



Nous étions présentEs sur le piquet de grève 24 h / 24. Nous avons obtenu deux refus d'homologation pour suspendre l'homologation. Les lettres de licenciement partiront le 20 décembre car PPG a

obtenu l'homologation du PSE le 15 octobre. Et notre avocat a déposé une demande sur le fond pour casser l'homologation qui aura lieu le 10 janvier. On ne cédera rien et on fera tout pour résister.

Dès l'annonce du plan de licenciements, vous avez entamé la lutte. Plus encore, la préoccupation de joindre votre voix à celle de ceux qui se battent aussi contre les licenciements, les fermetures de sites, pour le maintien de l'emploi. Comment en êtes-vous arrivés à être à l'initiative de la manifestation pour l'interdiction des licenciements du samedi 27 novembre ? Quelles suites envisagez-vous si déjà vous y pensez ?

Lors de notre piquet de grève on a eu un élan de soutien et de solidarité et on a compris qu'il fallait sortir de l'usine. Et là, notre lutte s'est fortifiée. Les PPG sont devenus une affaire d'État.

Aujourd'hui, les PPG font partie de l'équipe qui gère le site stop-llicenciement.fr qui recense les entreprises en PSE. L'objectif est d'unir les entreprises en lutte pour gagner en puissance et nous rendre visibles pour faire reculer le patronat et le gouvernement sur ce sujet qui est crucial.

Et nous allons soutenir des camarades en luttes : H&M, Transdev en grève, les sans-facs... Je suis en contact avec les Bergam's, Carrefour, Casino d'Enghien, Vitrolles et bien d'autres.

1 - Avocat en droit social au Barreau de Paris. Il a défendu entre autres les Goodyear, Les Conti, les Cargill.

Vu ailleurs

KABILA : UN CASSE À 138 MILLIONS DE DOLLARS. Une enquête de médias internationaux et ONG affirme vendredi que l'ancien président de la République démocratique du Congo (RDC) Joseph Kabila et sa famille ont «siphonné» en cinq ans au moins 138 millions de dollars des caisses de l'État avec la complicité d'une banque.

Cette enquête, intitulée «Congo hold-up», s'appuie sur 3,5 millions de documents bancaires confidentiels, obtenus par le média d'investigation français en ligne Mediapart et l'ONG «Plateforme pour la protection des lanceurs d'alerte en Afrique (PPLAAF)», précise Mediapart. Ces données ont été analysées pendant six mois par 19 médias internationaux et cinq ONG, coordonnés par le réseau European Investigative Collaborations (EIC), ajoute le média qui promet de détailler dans les prochains jours le fonctionnement de ces détournements opérés entre 2013 et 2018.

Dans un communiqué de presse, le service de communication de Joseph Kabila a qualifié les conclusions de cette enquête de «fausses accusations» et «manœuvres dilatoires», en déplorant un «acharnement injustifié de certaines puissances cachées derrière ces médias».

Les 138 millions de dollars que cette enquête assure avoir retracés ont été détournés «avec la complicité de la banque BGFI RDC» (filiale en RDC du groupe bancaire BGFI Bank basé au Gabon), dans laquelle des proches de Joseph Kabila avaient des intérêts et responsabilités, «en particulier à travers une société écran installée dans un garage». Selon l'enquête, cette société a servi de «véhicule à la corruption du régime» et à «prélever une sorte de "taxe Kabila" auprès de plus de plusieurs institutions et entreprises publiques congolaises» : la Banque centrale, l'entreprise minière Gecamines, l'Assemblée nationale, la commission électorale, la société des transports et des ports, le fonds d'entretien routier...

Sollicitée à Kinshasa par l'AFP, la banque n'avait pas encore réagi vendredi en fin d'après-midi.

«L'un des exemples les plus choquants concerne l'argent des routes, dont la RDC manque cruellement», estime Mediapart qui met en parallèle «l'indécence fortune» qu'aïuré accumulée la famille Kabila et l'état de la RDC qui, «malgré ses immenses ressources minières [...] est le 6^e pays le plus pauvre du monde».

«Plus de 70 % des Congolais survivent avec moins de deux dollars par jour», ajoute l'article, «la moitié de la population n'a pas accès à l'eau potable et 90 % n'a pas l'électricité». [...]

Agence France-Presse, «RDC : une enquête de médias et ONG accuse les Kabila d'avoir détourné 138 millions de dollars», 19 novembre 2021.

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12 € = 3 MOIS
D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau
de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 35 €	<input type="checkbox"/> 1 an 70 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €
Hebdo + <input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 45 €	<input type="checkbox"/> 1 an 90 €
Promotion d'essai <input type="checkbox"/> Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

ÉTRANGER

Joindez la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo <input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
---	---	---

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre
---	---	---

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal : Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN : BIC :

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficierez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZZ5475

Date :

Signature obligatoire

www.npa2009.org

L'image de la semaine



Appel des PPG et des TUI pour une grande manifestation contre les licenciements

Nous, les salariéEs de PPG et de TUI, appelons tous les travailleurEs des entreprises du privé, du public qui luttent contre les destructions d'emplois à s'unir, résister ensemble et venir crier leur colère le 27 novembre à Bercy.

Rendez-vous samedi 27 novembre à 14h devant le ministère de l'Économie à Bercy, vers le ministère du Travail.

Liste des signataires: UD CGT 95, UL CGT Bezons, Sud Poste 92, UD CFTC 95, UL CGT Argenteuil, CGT FAPT 95, POID 95, La France Insoumise, La Fédération Sud commerces et services, Transdev Saint-Gratien, PPG CGT Distribution, Prévention sécurité CGT 75, GénérationS Val d'Oise, Coordination CGT Hutchinson, Syndicat national CFTC-CMSN 86, Fédération CFTC-CMTE, CGTSDEN 95 enseignants, le Parti de Gauche, CFTC SICAF-Paris, PCF 95, ATTAC 95, POCF 95, CFTC PPG Rueil, Militant, ACTA, Les Mutilé.e.s pour l'Exemple, Réseau d'Entraide Vérité et Justice, CGT ADDECO Interim, CGT Chômeurs 27, Sud Emploi, Solidaires 76, CGT CPAM 95, le NPA, CGT Transports 22, Commission de mobilisation Travail social Ile-de-France, CGT EducAction Aquitaine, URIF CFTC, Confédération CFTC, CGT Bergams, CGT Dassault, le Front Social, UNEF Grenoble, UNEF-Tendance Actions Collectives et Luttes Étudiantes, UNEF Le Mans, l'Assemblée Générale des Sans-Facs de Nanterre